



VERS LA MISE EN PLACE D'UN PASSEPORT VACCINAL EN ALGÉRIE

P.6

Covid-19

TOURISME SPATIAL

**28 MILLIONS DE DOLLARS
POUR UN VOL DANS
L'ESPACE AVEC JEFF BEZOS**

P.16

de l'administration

Le Monde

MOBILISATION DES FINANCEMENTS
AU PROFIT DES PME

**CARE PLAIDE POUR
LE DÉVELOPPEMENT
DU FACTORING**

P.4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. SAHRAOUI EL ACHOUR - N° 1130 MARDI 15 JUIN 2021 - WWW.LEMONDEADM.DZ - ALGÉRIE 20 DA

PRODUCTION DU PÉTROLE BRUT

HAUSSE DE L'OFFRE DE L'ALGÉRIE EN MAI

- La production algérienne de pétrole a grimpé à 891.000 barils par jour en mai, lit-on dans le rapport mensuel de l'Opep concernant le mois précédent

P.4



OUM EL BOUAGHI

**72 % DES DE
CÉRÉALES**

DÉTRUITES PAR LA
GRÊLE ET LA..

P.5

Local

BEM

**11.000 POLICIERS
MOBILISÉS**

POUR SÉCURISER L'EXAMEN

P.3



HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Mardi 15 Juin 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
12:46	16:35	19:59	21:42

Horaires de prière à Alger du Mercredi 16 Juin 2021

Fajr	Chourouk
03:35	05:33

Météo



Alger 26° / Oran 26° / Annaba 24° /
Constantine 31° / Béchar 38° / Biskra 36° /
Djelfa 32° / Sétif 29° / Ghardaïa 38° / Jijel 27° /
Tlemcen 30°

Décès de 52 personnes
par noyade depuis le 1er mai

Cinquante deux (52) personnes sont décédées par noyade en mer ou au niveau des réserves d'eau depuis le 1er mai 2021, selon un bilan rendu public hier par la Protection civile. Le bilan précise que 22 victimes ont été enregistrées au niveau des plages et 30 autres au niveau des réserves d'eau. Durant les dernières 24 heures, les plongeurs de la protection civile de la wilaya de Khenchela ont été sollicités pour le repêchage du corps d'un adolescent âgé de 18 ans, décédé noyé dans un barrage d'eau au lieudit Taghrist dans la commune de Yabous, ajoute la même source.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS
830 agents mobilisés à Mascara

La protection civile de la wilaya de Mascara a mobilisé 830 agents dans le cadre de la campagne de lutte contre les feux de forêts pour la prochaine saison estivale, a-t-on appris hier de ses services. Ces agents sont répartis en équipes permanentes et saisonnières à travers les communes de la wilaya, notamment celles disposant d'un couvert végétal dense, indique la même source. D'importants moyens matériels sont mobilisés cette sai-

son dont 41 camions d'extinction et divers matériels, de même que des agents et du matériel relevant de la conservation des forêts de la wilaya et des communes qui fournissent des véhicules, des tracteurs et des citernes d'eau. La protection civile de la wilaya de Mascara a installé, au début du mois de juin en cours, trois équipes dotées d'équipements de lutte contre les feux de forêts au niveau de la forêt "Moulay Ismail" dans la commune de Oggaz,

la forêt de Nesmoth dans la commune qui porte ce nom et la forêt de Menaouer située entre les wilayas de Mascara et de Relizane, a-t-on fait savoir. Le couvert végétal de la wilaya de Mascara s'étale sur une superficie de 90.000 hectares dont 40 pour cent constitués de forêts et d'arbres, 50 pour cent de maquis et de broussailles et 7 pour cent d'arbustes plantés dans le cadre du programme de reboisement de la conservation des forêts.

JUSTICE
Plus de 4000 détenus
candidats au BEM

Plus de quatre mille détenus passeront les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) répartis sur 46 établissements pénitentiaires, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Justice.

Selon la même source, "4.103 détenus candidats au BEM ont été enregistrés soit une hausse de 48% par rapport à la session 2020 dont 4.058 candidats et 45 candidates répartis sur 46 établissements pénitentiaires réquisitionnés par le ministère de l'Education nationale pour les examens officiels".

Les épreuves supervisées par l'Office national des examens et concours (ONEC), seront encadrées par des enseignants relevant du ministère de l'Education nationale en vertu d'un accord conclu entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Education.

Novavax affirme que son
vaccin anti-Covid est efficace
à plus de 90%

Novavax a affirmé hier que son vaccin anti-Covid était efficace à plus de 90%, y compris contre les variants, après une étude réalisée sur près de 30.000 personnes aux Etats-Unis et au Mexique. Le vaccin "a montré une protection de 100% contre les formes modérées et sévères de la maladie et de 90,4% globalement", a indiqué l'entreprise de biotechnologie américaine dans un communiqué. Il utilise une technologie différente de celles employées pour les vaccins déjà largement autorisés dans le monde: c'est un vaccin dit "sous-unitaire", à base de protéines qui déclenchent une réponse immunitaire, sans virus.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
FONDATION NATIONALE D'ÉDITION

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DÉLIVRÉ

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SIA

BEM

Plus de 600.000 candidats concernés par l'examen

Au total, 641.187 candidats à travers l'ensemble du territoire national devront subir à partir de demain mardi les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour la session de juin 2021. Ce nombre est réparti entre 625.223 candidats scolarisés dont 292.767 garçons et 332.456 filles, et 15964 candidats indépendants (11100 garçons et 4864 filles), selon l'Office national des examens et concours (ONEC).

Le compostage des copies d'examen se fera au niveau de 18 centres de collecte et de compostage, avant leur répartition à travers 70 centres de correction. La correction des copies d'examen débutera le 22 juin et s'étalera jusqu'au 3 juillet 2021.

Pour rappel, 7824 candidats ont passé l'épreuve d'éducation physique et sportive au niveau de 57 centres.

L'ensemble des moyens humains et matériels a été mobilisé pour mener à bien le déroulement de ce rendez-vous pédagogique important, selon le ministre de l'Éducation nationale, M. Ouadjaout qui avait rassuré quant à la disponibilité des moyens sanitaires et préventifs de lutte contre la pandémie du COVID-19, y compris la prise en charge psychologique des candidats.

Le Commandement de la Gendarmerie na-



tionale a, pour la circonstance, mis en place un dispositif sécuritaire spécial à travers l'ensemble du territoire national pour sécuriser les périmètres de tous les établissements scolaires situés dans son territoire de compétence où se dérouleront les épreuves du BEM" et ce, à travers "le déploiement de brigades fixes et mobiles et l'intensification des patrouilles de contrôle pour fluidifier la circulation, notamment au niveau des axes menant aux centres d'examen.

Des brigades de protection des mineurs se-

ront également mobilisées à proximité des centres d'examen pour accompagner et sensibiliser les candidats dans cette conjoncture sanitaire exceptionnelle induite par la pandémie de Covid-19 qui exige l'application du protocole sanitaire mis en place par les pouvoirs publics.

De son côté, la Protection civile a mis en place un dispositif de prévention et de sécurisation en prévision de cet examen en veillant à la conformité aux normes de sécurité ainsi que les mesures préventives

liées à la pandémie du coronavirus et en garantissant la protection des élèves et du personnel enseignant.

Les unités de la Protection civile ont effectué, dans ce cadre, plusieurs opérations de désinfection à travers 2.513 centres d'examen du cycle moyen (BEM) ainsi que 217 centres désignés pour le processus de correction.

Les mêmes mesures ont été prises par la Direction générale de la sécurité nationale (DCSN) qui a élaboré un plan pour assurer le bon déroulement des épreuves en mobilisant 11 000 agents sur l'ensemble du territoire national.

Le taux d'élèves admis en première année secondaire pour l'année scolaire 2019-2020 était de 90,61%. Il représente le nombre global d'élèves ayant obtenu une moyenne de 9-20 et plus durant les deux trimestres de l'année scolaire précédente et ceux admis après avoir passé l'examen durant la session de septembre 2020.

L'examen du BEM pour l'année scolaire 2019/2020, et compte tenu de la conjoncture sanitaire qui prévalait, était "facultatif" sur décision du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, après consultation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

BIENNALE DU DESIGN "DZIGN2020+1": L'EXPOSITION "INTRAMUROS" S'OUVRE À ALGER

"Intramuros", troisième exposition de la Première biennale algéro-française du design "DZign2020+1", prévue jusqu'au 26 juin, s'est ouverte à la Villa Dar Abdellatif de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC). Organisée sous le thème, "Réinventer la ville par le design", "Intramuros" vient compléter deux autres expositions du grand projet de la biennale, "Explore Outside the Box, photographiez la cité de demain" organisée à l'Institut français d'Alger (Ifa), du 27 mai au 27 juin et "Extramuros" aux ateliers sauvages du 3 au 26 juin. Sur la soixantaine de participants aux trois expositions entre designers algériens et français, "Intramuros" a réuni

une vingtaine de concepteurs, invités ou sélectionnés sur appel à candidatures. Présentant, entre autre, des travaux inédits de l'artiste Mahjoub Ben Bella, l'exposition rend compte de plusieurs installations avec des concepts artistiques différents sur la manière d'aménager l'intérieur des maisons avec une mise en valeur esthétique et une exploitation intelligente de l'espace. Parmi les installations proposées à cette exposition dédiée à l'objet, "Lem'karfès" (le froissé), un service de table en argile travaillée, du trio, Karim Sergoua, Rachida et Samia Merzouk, ainsi que "Igerzzen" (la merveilleuse), une lampe de chevet conçue avec des objets récupérés, dont un couvercle fon-

dant qui dégouline comme la cire d'une bougie. "West d'Art" (Modicube), une autre installation a proposé des modules en forme cubique, multifonctionnels amovibles et indépendants des architectes designers, Lilia Djenadi et Ahmed Ichallalene, alors que "Ybrid" (Jungle de Béton) de Sara Aloui met en valeur des objets de décoration en béton, fabriqués de manière artisanale. D'un autre côté, Mouna Boumaza et Khalil Bensalem cofondateurs de "Kutch" ont exposé une table à multi-usage en laiton, exploitant les déchets du bois de premier usinage (Copaux, sciure et écorces pures) pour la fabrication de ses supports, ainsi que le mat d'une lampe qui pointe au dessus de la table.

VOLS AIR FRANCE ET TRANSVIA VERS L'ALGÉRIE : CE QU'ON SAIT

Quinze jours après la réouverture partielle des frontières algériennes, la reprise des vols internationaux s'étend aux compagnies aériennes françaises. Air France et sa filiale low cost Transavia ont annoncé avoir obtenu l'accord avec les autorités algériennes pour opérer leurs premiers vols commerciaux dès le 16 juin. Transavia a annoncé la mise en vente sur son site internet de son premier vol aller-retour entre Paris Orly et Oran le mardi 16 juin prochain. La compagnie low cost n'a pas fourni d'indications concernant le paiement des frais d'hébergement (33.0000 dinars algériens, environ 250 euros). Transavia a toutefois confirmé que ses clients seront bien soumis à la quarantaine obligatoire de cinq jours en Algérie, comme ceux des autres compagnies aériennes qui opèrent déjà des vols commerciaux internationaux (Air Algérie, Turkish Airlines, Tunisair, Lufthansa et Alitalia).

Air France, Transavia :

paiement des billets et du pack confinement

Pour sa part, la compagnie aérienne Air France a annoncé le lancement de ses vols commerciaux avec l'Algérie. Deux vols sont prévus cette semaine : les 16 et 17 juin. « Nous vous confirmons qu'Air France a été autorisée à opérer, la semaine prochaine uniquement, deux vols commerciaux entre la France et l'Algérie dans le cadre d'un accord entre les deux pays. Ces vols seront en vente sur airfrance.fr et airfrance.dz prochainement », a écrit Air France dans un courriel adressé à visa-algerie.com.

Comme Transavia, Air France reste muette concernant les modalités de paiement des frais de quarantaine obligatoire en Algérie.

Confinement : quelles modalités pour les compagnies françaises ?

Air France et Transavia ont été les der-

nières à annoncer le retour de leurs vols commerciaux. Selon nos sources, les discussions avec ces deux compagnies françaises ont duré presque deux semaines et ont buté sur plusieurs points dont les modalités de paiement du pack confinement.

Selon nos informations, les compagnies françaises n'ont toujours pas signé de partenariat avec le groupe Hôtellerie Tourisme et Thermalisme (HTT), qui gère les hôtels publics réquisitionnés pour le confinement, ni avec l'Office national algérien du tourisme (ONAT). « Si un accord n'intervient pas d'ici mercredi, les passagers devront payer au niveau des hôtels où ils seront confinés ». Depuis l'entrée en vigueur de la réouverture partielle des frontières, Air Algérie a signé une convention avec le groupe Hôtellerie Tourisme et Thermalisme tandis que d'autres compagnies étrangères à l'image de Turkish, Lufthansa et Tunisair ont conclu un accord avec l'ONAT pour organiser le paiement du pack confinement des passagers.

BAC, BEM, 5e : le business très juteux des cours de soutien

L'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2021, aujourd'hui alors que celui du Baccalauréat commence le 20 juin en Algérie.

À l'approche de ces deux examens cruciaux, la cadence des cours de soutien s'accélère et avec elle les excès avec des tarifs qui vont du simple au double.

Les parents dont les enfants passent ces deux épreuves n'ont qu'un seul souci : mettre toutes les chances du côté de leurs enfants pour qu'ils obtiennent de bonnes moyennes à ces examens, surtout le BAC qui ouvre les portes des universités et des grandes écoles.

Et pour cela, pour beaucoup de parents le prix à payer importe peu. Une aubaine pour certains enseignants peu scrupuleux qui en profitent pour se remplir les poches, parfois même au détriment des élèves.

Sur le terrain, on constate que certains enseignants se soucient très peu du confort nécessaire à la bonne assimilation des cours dispensés. Ainsi, il n'est pas étonnant de voir pulluler des garages où s'entassent des dizaines d'élèves dans des conditions aléatoires.

« Dans une école à Alger, on se retrouve à 50 par classe pour 5.000 dinars par mois pour chaque élève. Il n'y a aucun respect des mesures sanitaires. À l'intérieur, impossible de se concentrer », raconte une élève qui prépare son BAC.

Dans d'autres écoles informelles, c'est-à-dire sans autorisation d'exercer, les classes sont moins surchargées, mais les tarifs sont exorbitants : 2500 à 3000 la séance de deux heures pour chaque apprenti dans des classes d'une trentaine d'élèves.

Pour autant, les parents ont également une part de responsabilité dans le développement du business des cours de soutien, loin de tout contrôle.

Il suffit souvent qu'un parent constate que son voisin a envoyé son enfant chez l'instituteur du coin pour paraître ses connaissances pour que lui aussi y dépêche le sien. « C'est devenu un phénomène social », relève le Coordinateur du Cnapest, Messaoud Boudiba qui pointe ouvertement la responsabilité des parents. « Ce phénomène, ce sont les parents d'élèves qui l'ont imposé », critique-t-il, tout en prenant pour exemple le cas de parents qui envoient leurs enfants des classes primaires faire des cours de soutien.

Ces parents sont aussi victimes d'un système d'enseignement que les élèves autant que les enseignants dénoncent. Le SG du Satef met en cause l'école publique qui « ne joue pas son rôle. Le niveau de l'enseignement a baissé. Et pourtant, ce sont les mêmes enseignants du secteur public qui pratiquent ces cours de soutien mais ils ne se donnent pas à fond ».

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

Arkab fait la promotion de la loi sur les hydrocarbures

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a appelé lundi les pays de la rive Nord de la Méditerranée à appuyer les efforts visant à réduire l'écart de développement en matière d'énergie dans la région, a indiqué le ministère dans un communiqué. Dans son intervention à la 3ème Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur l'énergie, qui s'est tenue par visioconférence, M. Arkab a mis en exergue la nécessité de tenir compte des moyens et des circonstances nationales dans la conception et la mise en oeuvre des politiques énergétiques, selon la même source. Le ministre a plaidé, à cette occasion, pour "un dialogue constructif entre tous

les partenaires et l'appui des pays de la rive Nord en matière de financement, de transfert technologique et de renforcement de capacité, afin de réduire l'écart de développement existant".

M. Arkab a rappelé, également dans son intervention, l'importance de l'énergie, de la transition énergétique et de la reprise post Covid-19. Il a estimé dans ce sens que la coopération dans le secteur de l'énergie constituait "un axe essentiel dans le partenariat entre les deux rives pour garantir la stabilité et la prospérité mutuelle à travers un approvisionnement sûr et continu, requérant des investissements colossaux en amont".

Le ministre a présenté, en outre, l'essentiel du contenu des réformes engagées

par l'Algérie dans ce domaine à travers la promulgation de la nouvelle loi sur les hydrocarbures d'une part, et la relance de la concrétisation d'une transition énergétique pour diversifier le bouquet énergétique et valoriser les gains de l'efficacité énergétique, d'autre part.

M. Arkab a conclu en réaffirmant le rôle et le statut de l'Algérie en tant que fournisseur "fiable" de l'énergie et l'importance du raccordement du réseau électrique entre les deux rives.

Lors de cette rencontre, les participants ont examiné les réalisations depuis la 2ème Conférence ministérielle de 2016 et approuvé une Déclaration ministérielle conjointe sur l'énergie, ajoute le communiqué.

ENERGIE

Rencontres tous azimuts avec des entreprises du secteur

Pour booster le secteur des hydrocarbures, le gouvernement veut impliquer les opérateurs privés. Pour cela, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a réuni, dimanche, au siège de son département des entreprises désireuses investir dans le secteur. Une autre rencontre a réuni Sonatrach et des sociétés danoises. La rencontre, qui a regroupé le ministre de l'Energie et des entreprises du secteur, a porté sur l'investissement et le droit international économique, notamment en matière de contrats internationaux dans les domaines de l'Energie et des Mines, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette rencontre s'est déroulée au siège du ministère, sous la présidence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et en présence du ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour, du Président du Conseil national, économique, social et environnemental (CNESE), Réda Tir, du PDG de Sonelgaz, ainsi que des cadres d'établissements et d'agences du secteurs de l'Energie et des mines, lit-on dans le communiqué publié par le ministères sur sa page officielle Facebook. Les parties présentes à la rencontre ont abordé, selon le communiqué, les différents dossiers relatifs au climat des affaires et à son organisation dans les domaines de l'Energie et des mines, de la transition énergétique et des énergies renouvelables, notamment en ce qui a trait à la question de la conclusion des accords et contrats d'investissement en Algérie. La rencontre a, pour objet, de « sensibiliser les décideurs et les acteurs dans différents secteurs concernés, sur le besoin de procéder à une évaluation approfondie de la conformité des règles juridiques régissant les contrats de l'Etat, dans l'objectif de créer un climat qui assure des opportunités d'affaires et d'investissement plus adéquates, dans un environnement propice où règne la confiance entre tous les opérateurs ». Une autre réunion, réunissant Sonatrach et des sociétés danoises, s'est tenue hier à Alger. Cette rencontre, virtuelle, visait à « échanger autour de la production d'énergie et de la transition verte », a indiqué l'ambassade du Danemark en Algérie dans un communiqué. "L'ambassade du Danemark en Algérie organise, en collaboration avec le groupe Sonatrach et avec la participation de l'Agence danoise State of Green, une rencontre d'affaires virtuelle avec des opérateurs danois dans le domaine de l'énergie", fait savoir le communiqué. Cette rencontre d'affaires sera ouverte par le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar et l'ambassadeur du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz, précise la même source.

A cette occasion, le groupe Sonatrach et l'agence State of Green présenteront les expériences algériennes et danoises en matière de production d'énergie et de transition verte.

Selon la représentation diplomatique, 20 sociétés danoises pourront ensuite, lors de quatre forums sectoriels (énergies renouvelables, services, équipement et financement), présenter leurs solutions et échanger avec les différentes directions concernées au niveau de Sonatrach (Business development & Marketing, New resources, Corporate finances, Procurement & logistics, Exploration & production ainsi que Engineering & Project management).

Saïd Sadia

Ghardaïa et El-Menea: prévision de récolte de près de 49.000 qx de raisin de table précoce et bio

Une production de plus de 48.740 quintaux de raisin de table précoce est attendue dans les wilayas de Ghardaïa et El-Menea, au terme de la campagne de vendange 2021, entamée en début de semaine, a-t-on appris lundi auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Dans un paysage désertique et poussiéreux enserré entre les localités de Mansourah (Ghardaïa) et Hassi Lefhal (El-Menea) d'une part et entre Hassi-Ghanem et El-Menea, sur l'axe de la RN-1, des centaines de vigneronnes ont commencé les premiers coups de sécateur dans les zones vignobles estimées à 475 hectares, dont 280 hectares productifs, irrigués sous pivot, a indiqué à l'APS l'ingénieur chef, responsable des statistiques à la DSA.

Cette superficie est dédiée à la production de raisin de table précoce "bio" de différentes variétés, notamment Cardinal, Isabelle, le Gros noir et rouge, qui se comportent fort bien dans les zones arides et prospèrent comme en témoignent leur fructification, a-t-il expliqué. Le raisin de table des vignobles de Ghardaïa et El-Menea a investi actuellement les étalages des commerçants de fruits et légumes dans la vallée du M'zab, avec un prix au kilogramme oscillant entre 250 et 300 DA, selon la qualité.

Les professionnels du secteur estiment que l'ensoleillement qu'a connu la région de Ghardaïa durant les mois d'avril et mai ont favorisé une croissance et une maturation optimale de la vigne et de ses raisins, qui augure une bonne qualité du

fruit.

Cette hausse de la productivité est favorisée par l'utilisation des cépages productifs, le renouvellement des palissages par les viticulteurs pour optimiser l'exploitation de leurs terres ainsi que l'introduction des techniques culturales modernes, a souligné M.Djebrit.

Pour les techniciens de la DSA, de nombreux facteurs influencent la date des vendanges: le type de cépage, l'exposition de la parcelle, la nature du sol, ou encore la météo.

Des paramètres en fonction desquels le vigneron fixe la date de vendange et choisit le mode de récolte de ses raisins. La viticulture occupe une place de choix dans l'activité agricole de la wilaya de Ghardaïa, soutient M. Djebrit, précisant que cette filière, qui a débuté avec 70 hectares en 2000 avec le lancement du plan national de développement agricole (PNDA), connaît une progression dans la région Sud de Ghardaïa et dans la wilaya d'El-Menea où existe un potentiel hydrique important et de qualité (minérale), ainsi qu'un climat et un sol approprié pour cette activité.

"La vigne occupe une place importante dans le système agraire oasien, comme en témoignent les différentes vignes plantées dans les courettes des maisons ou dans les palmeraies, pour l'autoconsommation", a relevé le même responsable.

Hausse des rendements de raisin de table

REMBOURSEMENT DE DETTES D'ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ
Plus de 287 dossiers supplémentaires acceptés

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (ex-ANSEJ), a accepté 287 dossiers supplémentaires, en vue du remboursement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises qui a assuré de la poursuite de l'opération jusqu'au parachèvement de l'examen de toutes les demandes.

"En application des axes de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif ANADE et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, une 10e séance de tra-

vail de la commission de Garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes prometteurs et de l'ANADE, a été tenue", lit-on dans le communiqué.

Lors de la réunion tenue au siège de l'ANADE, il a été procédé à l'examen de 500 dossiers présentés par les représentants des banques, débouchant sur l'acceptation de 287 dossiers pour le remboursement de plus de 53 milliards de centimes". Par ailleurs, le traitement de 192 dossiers a été reporté, car les entreprises en question sont toujours en activité. Il s'agit, donc, de les accompagner par l'ANADE, par un rééchelonnement de leurs dettes, à la faveur de plans de charges pour la relance de leurs activités

à travers les accords conclus.

La même source fait état, également, de la régularisation définitive de 17 dossiers par des propriétaires de micro-entreprises, à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et de l'Agence. Quatre dossiers ont été renvoyés aux banques, car ne remplissant pas les conditions de remboursement, a-t-on précisé.

Ainsi, le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés lors des séances, s'élève à 5.015 dossiers, selon le communiqué qui fait savoir que d'autres séances seront programmées chaque semaine, d'autant plus que pas moins de 500 dossiers seront examinés à chaque séance.

MOBILISATION DES FINANCEMENTS AU PROFIT DES PME

CARE plaide pour le développement du factoring

Dans une analyse rendue publique, hier, le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (CARE) plaide en faveur du développement de l'activité factoring en Algérie afin de permettre aux Petites et moyennes entreprises (PME) algériennes de disposer d'un autre moyen de financement et améliorer ainsi leurs accès aux ressources non-bancaires. D'autant plus que les « entreprises algériennes souffrent de la difficulté de l'accès au financement ainsi que de la difficulté de mobiliser leur créances », estime CARE dans son étude, suggérant, en se référant aux statistiques de Proparco, que seules 20% des PME africaines accèdent au financement bancaire, ce qui freine fortement leur développement. D'après la même étude, le crédit aux entreprises privées, essentiellement des PME, ne représente que 24% en Algérie. L'accès au financement n'est pas la seule contrainte à laquelle font face les petites et moyennes entreprises algériennes, note CARE qui relève, dans la même foulée, que les PME algériennes souffrent également de délais de règlements trop long (proches de 90 jours), sans compter les éventuels retards. Ce pourquoi, CARE propose de légiférer sur les délais de règlement au PME de la même manière que le législateur l'a fait dans l'exercice de la préférence dans l'attribution de marchés publics. « Nous proposons de limiter les délais de règlements des PME à 60 jours maximum en mettant en place des mécanismes contraignants pour les créanciers ainsi que la possibilité de recours de la part des PME ». Ces règles feraient partie d'un futur Small Business Act algérien », suggère les économistes de

CARE en guise de solutions aux créances qui handicapent le développement des PME algériennes. Outre la proposition de légiférer sur les délais de règlement, CARE suggère également de développer l'affacturage, « factoring » en anglais, pour permettre de pallier au manque de financement des PME et mobiliser rapidement une créance. Le factoring, faut-il le préciser, est une technique du droit commercial par laquelle une société financière dite le « factor » ou « facteur » ou « affactureur » accepte de se charger des risques du recouvrement des factures d'une entreprise à laquelle elle règle le montant de sa facture moyennant le paiement d'une commission.

Un marché de 1,58 milliards de dollars

Les textes pour le développement de l'activité du factoring existent en Algérie, mais CARE recense plusieurs écueils empêchant les établissements financiers, les banques essentiellement, à entrer dans ce marché. C'est un marché qui pèse 2917 milliards de dollars dans le monde en 2019. Il a connu une croissance de 77% en 10 ans. En Afrique, ce marché atteint 24,5 milliards d'euros. L'Afrique du Sud concentre à elle seule 85% de ce marché, suivie par le Maroc (10%,3%), l'Egypte, la Tunisie et l'Ile Maurice. En Algérie, les estimations évaluent le potentiel du marché du factoring à 1,58 milliards de dollars, soit 225,2 milliards de dinars. Même si le soubassement juridique nécessaire à l'essor du factoring existe en Algérie, à savoir les règles prévues par les articles 243 bis 14 et suivants du Code de Commerce ainsi que le décret 95-331 défi-

nissant les conditions d'existence de sociétés de factoring, l'activité demeure dans une situation de léthargie, alors que « l'émergence rapide d'un marché du factoring en Algérie et la limitation des délais de règlements rendraient d'importants services à la sphère économique », estime CARE dans sa note analytique. « En permettant une mobilisation rapide des créances (ressources financières court terme), on accélère la dynamique de croissance des PME et par conséquent le développement économique du pays », écrit CARE. Se référant à diverses études publiées par des organismes internationaux, dont celle de la Société Financière Internationale (SFI), datée de 2016, CARE indique que les besoins de financement des PME algériennes s'élèvent à 16 milliards de dollars. Les besoins à court terme (cible des factors) représentent une partie non négligeable de ce montant estimés selon nos calculs à 25% du total si on se réfère à la répartition actuelle des crédits octroyés à l'économie. Partant de là, CARE estime que le factoring, destiné principalement aux PME à besoins en fonds de roulement significatifs (industrie, services et BTPH) est de nature à pallier à cette insuffisance des financements en Algérie. « Les entreprises exportatrices peuvent également obtenir le financement de leurs créances et bénéficier de tous les services du factor de leur clientèle internationale (garantie, relance et recouvrement). Ces services sont d'autant plus appréciables qu'ils permettent à l'entreprise de gérer plus facilement les diversités géographiques, linguistiques et géographiques », suggère CARE.

Yani. T.

ADOPTION DE LA 3E DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Conjointe pour relever les défis énergétiques de la région

La Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) a approuvé lundi la 3ème Déclaration sur l'Energie, avec la participation du ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab.

Tous les Etats membres de l'UpM ont convenu, à travers cette Déclaration conjointe, d'unir leurs efforts pour relever les défis énergétiques de la région et pour promouvoir une reprise durable et inclusive suite à la pandémie de Covid-19. Adoptée par les ministres participant à cette conférence tenue par visio-conférence, cette nouvelle Déclaration, comprend la mise en place de plans d'action concrets grâce aux trois plateformes énergétiques de l'UpM, servant de forums de dialogue entre les parties prenantes et les organisations concernées de toute la région.

Elle entend également renforcer la volonté de la région à contribuer à une transition énergétique verte, juste et équitable et à exploiter toutes les opportunités existantes, conformément aux objectifs climatiques.

Selon les ministres, d'autres priorités pour la région ont été soulignées dans la Déclaration, notamment l'intégration progressive des systèmes et des marchés énergétiques, tout en garantissant la sécurité de la demande et de l'approvisionnement énergétiques.

Il s'agit également du renforcement des interconnexions électriques et des réseaux électriques intelligents, une promotion ambitieuse de l'efficacité énergétique et la nécessité de prendre des mesures appropriées pour attirer les investissements privés pour des projets dans les énergies renouvelables durables et l'efficacité énergétique. De plus, la Déclaration évoque le rôle de la recherche et du développement, de l'innovation et de la digitalisation pour soutenir la transition vers des économies et des sociétés justes, inclusives, résilientes et à faibles émissions ainsi que des économies et des sociétés économes en ressources.

La Déclaration renforce également son soutien aux plateformes énergétiques de l'UpM, le principal forum de dialogue dans la région et appel à élaborer une feuille de route stratégique d'actions, avec des activités concrètes pour mettre en œuvre ces objectifs à savoir la plateforme régionale de l'UpM sur le marché de l'électricité, la plateforme de l'UpM sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et la plateforme de l'UpM sur le gaz.

Un signal fort pour une transition énergétique propre

Dans son intervention, Kadri Simson,

commissaire à l'Energie de l'UpM, a estimé que "la Déclaration adoptée envoie un signal fort et montre la volonté de la région d'œuvrer ensemble pour une transition énergétique propre".

M. Simson a indiqué que pour limiter le réchauffement climatique, les pays doivent de "toute urgence" être plus économes en énergie, tout en augmentant l'utilisation d'énergies propres dans tous les secteurs, y compris les transports, l'industrie, le chauffage et le refroidissement.

"Nous sommes à un moment charnière de notre lutte contre la crise climatique. Sans changement de politique, la région méditerranéenne sera de 2,2 degrés plus chaude d'ici 2040, qu'elle ne l'est aujourd'hui", a-t-il alerté.

Pour sa part, le secrétaire général de l'UpM, Nasser Kamel, a affirmé que "l'UpM est parfaitement consciente des défis énergétiques urgents auxquels la Méditerranée est confrontée aujourd'hui et du besoin immédiat d'intensifier la coopération et la collaboration régionales pour les relever".

"Aujourd'hui, les pays de l'UpM ont réaffirmé leur objectif commun et leur engagement partagé à faire avancer une transition juste et durable, vers des économies et des sociétés circulaires, à faibles émissions, inclusives et résilientes", a-t-il souligné.

PRODUCTION DU PÉTROLE BRUT

Hausse de l'offre de l'Algérie en mai



La production algérienne de pétrole a grimpé à 891.000 barils par jour en mai, lit-on dans le rapport mensuel de l'Opep concernant le mois précédent, se référant à des statistiques communiquées par le gouvernement, alors que les sources indirectes, reprises par l'Opep ont indiqué que la production algérienne de pétrole brut a atteint 882.000 barils par jour en mai. Après avoir subi les restrictions de la production imposées par l'Opep+ à l'ensemble des producteurs signataires des accords de limitation de l'offre pétrolière, la levée progressive de ces coupes semble profiter à l'Algérie, puisque sa production de pétrole brut a marqué une hausse en mai par rapport à avril et aux autres premiers mois de l'année en cours. En effet, la production algérienne de pétrole a traversé un long couloir baissier depuis le début de l'année en cours, voire durant l'année 2020, à cause des quotas fixés par l'Opep+ à ses membres. L'offre algérienne est repartie à la hausse en mai, avec l'entrée en vigueur des hausses de productions décidées par l'Opep+ lors de sa réunion d'avril, prévoyant, rappelons-le, une remise sur le marché d'une quantité de 2,1 millions de barils par jour entre mai et juillet. L'Algérie semble tirer profit des hausses prévues par l'Opep+ sur la période mai-juillet, puisque sa production de pétrole brut a augmenté de 24.000 barils par jour en mai, à 891.000 barils par jour, contre une production de 867.000 barils par jour en avril, à en croire les données officielles du gouvernement communiquées à l'Opep. Un rebond appréciable même si la croissance de la production reste inférieure aux attentes, freinée notamment par les quotas de l'Opep+ fixés à l'Algérie dans le cadre des accords de limitation de l'offre pétrolière du groupe. La production algérienne renait des plus bas de 874.000 barils par jour en moyenne durant le premier trimestre de l'année pour remonter progressivement la pente et atteindre 891.000 en mai. Cependant, les sources secondaires du marché ont indiqué à l'Opep que l'Algérie a pompé 882.000 barils par jour en mai, contre 871.000 barils en avril et en mars, marquant ainsi une hausse de moindre ampleur, soit de +11.000 barils par jour, alors que la production du premier trimestre était en moyenne de 871.000 barils par jour. Selon les statistiques du rapport mensuel de l'Opep, l'Algérie demeure le quatrième producteur africain de pétrole brut de par les volumes vendus sur le marché mondial. L'Algérie arrive derrière le Nigeria, premier producteur africain avec, au tableau, 1,344 million de barils par jour en mai, suivi de l'Angola (1,125 millions de barils par jour) et de la Libye (1,227 millions de barils par jour). Les responsables du secteur des hydrocarbures en Algérie envisageaient un net rebond de l'activité du secteur dès le début de cette année. Dans sa note de conjoncture de jeudi dernier, le ministère des Finances a indiqué que la croissance économique de l'Algérie est repartie à la hausse durant les cinq premiers mois de l'année en cours. Le rebond anticipé sur l'année sera principalement tiré de l'amélioration de la croissance du secteur des hydrocarbures laquelle devrait atteindre 10,1%, a estimé le ministère des Finances dans son bulletin statistique. Ainsi, le redémarrage de l'activité dans le secteur des hydrocarbures semble être probant, à en croire les statistiques rendues publiques par le département d'Ayemen Benabderrahmane.

Yani. T.

PRÉVENTION CONTRE LES FEUX DE FORÊT

La protection civile se prépare à Mascara et Blida

L'arrivée de l'été, les forêts sont face au danger des incendies. Pour éviter cela, certaines wilayas prennent leurs dispositions.

C'est le cas de Mascara où la direction de la protection civile de la wilaya a mobilisé 830 agents dans le cadre de la campagne de lutte contre les feux de forêts pour la prochaine saison estivale, a-t-on appris lundi de ses services.

Selon le chargé d'information à la direction précitée, le lieutenant Tahar Mehenni, ces agents sont répartis en équipes permanentes et saisonnières à travers les communes de la wilaya, notamment celles disposant d'un couvert végétal dense. D'importants moyens matériels sont mobilisés cette saison dont 41 camions d'extinction et divers matériels, de même que des agents et du matériel relevant de la conservation des forêts de la wilaya et des communes qui fournissent des véhicules, des tracteurs et des citernes d'eau.

La direction de la protection civile de la wilaya de Mascara a installé, au début du mois de juin en cours, trois équipes dotées d'équipements de lutte contre les feux de forêts au niveau de la forêt "Moulay Ismail" dans la commune de Oggaz, la forêt de Nesmoth dans la commune qui porte ce nom et la forêt de Menaouer située entre les wilayas de Mascara et de Relizane, a-t-on fait savoir. Le couvert végétal de la wilaya de Mascara s'étale sur une superficie de 90.000 hectares dont 40 pour cent constitués de forêts et d'arbres, 50 pour cent de maquis et de broussailles et 7 pour cent d'arbustes plantés dans le cadre du programme de reboisement de la conservation des forêts. A Blida, treize (13) tours de contrôle ont été installées au niveau des forêts de la wilaya de Blida par la Conservation locale des forêts dans le cadre de la mise en œuvre du plan anti-incendies. "Dans le cadre des préparatifs liés au dispositif de lutte contre les incendies de forêts et dans le but d'as-



surer une intervention rapide des sapeurs-pompiers, treize tours de contrôle ont été installées à travers les forêts de la wilaya, notamment au niveau des points noirs enregistrant annuellement des départs de feux", a indiqué à l'APS le chargé de communication de la Conservation des forêts de la wilaya de Blida, Mohamed Mokadem. Il a été procédé également à l'installation, à la faveur du même dispositif, d'équipes de première intervention au niveau des espaces forestiers, dotées d'un effectif de plus d'une centaine d'ouvriers saisonniers recrutés, en priorité, parmi les habitants des zones montagneuses et mitoyennes aux forêts, a précisé le responsable de la communication.

Les équipes de première intervention seront soutenues, sur le terrain, par 23 brigades mobiles comptant 144 agents, pour sillonner l'ensemble du massif forestier de la wilaya, a ajouté M. Mokadem, soulignant "le rôle important de ces équipes dans la découverte des départs de feux et l'empêchement de leur propagation, en attendant l'arrivée des renforts", a-t-il expliqué.

Par ailleurs, et afin de faciliter l'intervention des agents de la protection civile et de forêts pour l'extinction des incendies et le désenclavement des

zones montagneuses, la conservation des forêts a procédé à l'aménagement de 108 km de pistes montagneuses traversant les espaces forestiers menacés par les incendies, a-t-on indiqué de même source. Outre la mobilisation des moyens humains et matériels, la Conservation des forêts de Blida a également accordé un intérêt particulier à l'aspect prévention et sensibilisation, à travers le lancement, en coordination avec les services de la protection civile, d'une caravane d'information sur les dangers des feux de forêts.

Cette caravane a pour mission l'intensification de l'action de proximité au niveau des zones riveraines des forêts et des surfaces agricoles à travers la sensibilisation de leurs habitants sur les comportements à tenir et les réflexes à éviter pour empêcher tout départ de feu, tout en les incitant à signaler tout incendie dès sa déclaration, avant qu'il ne prenne de l'ampleur, ce qui facilitera sa maîtrise.

A noter que la wilaya de Blida a enregistré 92 foyers d'incendies, l'année dernière, à l'origine de la perte de plus de 350 ha de végétation, dont 130 ha de forêts, selon les services locaux de la protection civile.

Synthèse Said Sadia

Oran

La récolte de colza dépasse les prévisions

La première expérience de culture du "colza huileux" dans la wilaya d'Oran a donné des résultats "encourageants" dépassant les prévisions, avec une récolte estimée à 3,5 quintaux sur un demi hectare, a-t-on appris lundi auprès de la circonscription de l'agriculture de la daïra de Boutlélis.

Les résultats de la culture des graines de colza huileux dans un champ expérimental d'une superficie d'un demi hectare sur une exploitation agricole de la commune de Boutlélis (ouest d'Oran), sont considérés comme "très encourageants", a indiqué à l'APS le président de cette circonscription, Kherif Maarouf.

Même si la culture du colza à Oran a été lancée en décembre dernier, soit en retard comparé aux autres wilayas, et une à faible pluviométrie enregistrée lors de cette saison agricole, l'expérience a été un succès et a dépassé toutes les prévisions, s'est-il félicité, assurant que "si l'irrigation d'appoint avait été utilisée dans ce type de culture, le double du rendement aurait été réalisé".

Au niveau du champ de colza, cultivé pour la première fois dans la capitale de l'Ouest algérien, un désherbage manuel a été appliqué avec l'utilisation d'engrais en profondeur lors de la première étape de plantation des graines de colza, a indiqué le responsable.

En raison du manque du matériel agricole adéquat pour la moisson de cette récolte, il a fallu recourir à des moyens traditionnels, notamment la faucille, a-t-il ajouté, poursuivant que l'extraction des graines s'est faite manuellement, en plus de l'utilisation de tamis et d'ustensiles traditionnels en alfa (midouna).

Le produit récolté sera transféré à la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'Oran ou à l'Institut technique de développement des récoltes de Sidi Bel-Abbes, a fait savoir un chef de service à la circonscription agricole de Boutlélis.

Le colza huileux a plusieurs avantages, dont l'extraction de l'huile de table. La pâte issue du broyage est utilisée comme aliment pour les vaches pour augmenter la production de lait de 20 à 30 litres par vache et les champs de colza sont considérés comme source de nectar pour les abeilles lors de la longue période de floraison, a-t-on expliqué.

Oum El Bouaghi

72 % des de céréales détruites par la grêle et la production céréalière

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oum El Bouaghi a indiqué lundi que 72 % de la surface réservée à la production céréalière, au titre de la saison agricole 2020-2021, a été endommagée par la grêle et la sécheresse.

Le chef du service de la régulation de la production et du soutien technique auprès de la DSA d'Oum El Bouaghi, Fayçal Amara a précisé, à l'APS, qu'une commission des services agricoles a procédé à l'évaluation de la surface détruite par la sécheresse et la grêle, et ce, en collaboration avec les présidents des subdivisions agricoles et ceux de la Chambre agricole de la wilaya.

M. Amara a fait savoir, à ce titre qu'un rapport lié à cette situation a été transmis au ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Les procédures prises dans ce cadre ont porté sur l'installation d'une commission relevant de la DSA ayant procédé à la détermination des superficies devant être moissonnées dans différentes communes de la wilaya, et ce, afin d'assurer l'approvisionnement des agriculteurs en semences, au titre de la prochaine saison agricole (2021-2022), a ajouté, à ce propos M. Amara.

Une autre commission a été installée pour accompagner et indemniser les agriculteurs ayant assuré leurs récoltes et qui ont subi des dommages à cause de la grêle, a ajouté la même source.

Il s'agit également de procéder au suivi et à l'accompagnement des fellahs bénéficiaires du crédit R'fig dont les productions ont été aussi endommagées par la sécheresse et la grêle, a-t-on signalé de même source.

AADL 2013

Instructions pour l'examen de la 2e vague de recours

La 2e vague des dossiers de recours des souscripteurs de l'AADL 2013, n'ayant pas payé la première tranche, va bientôt être examinée, a indiqué hier le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville sur sa page Facebook. Réuni avec le secrétaire général du ministère, la cheffe

du cabinet, le directeur général de l'habitat, le DG de la construction et des moyens de réalisation et le DG chargé de la gestion des services de l'AADL, le ministre du secteur, Mohamed Tarek Belaribi a donné des instructions à l'effet d'examiner la 2e vague des dossiers de recours concernant les souscripteurs

AADL 2013, n'ayant pas payé la première tranche, pour qu'ils puissent télécharger leurs ordres de versement. La même source révèle également que l'AADL informera ses souscripteurs, au cours de cette semaine, des évolutions de l'examen des recours de ceux qui n'ont pas payé la première tranche.

COVID-19

Vers la mise en place d'un passeport vaccinal en Algérie

Le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus envisage la mise en place, prochainement, d'un pass sanitaire afin de sécuriser la reprise des activités, a indiqué hier le Professeur, Riad Mahyaoui.

« Le pass sanitaire ou le passeport vaccinal est indispensable pour assister à des événements rassemblant beaucoup de personnes, à l'image des salles de cinéma, des salles de spectacles, un

restaurant, et quelquefois même dans les espaces ouverts tel qu'un stade de football », a fait savoir le Pr. Mahyaoui à la Chaîne 3 de la Radio Algérienne. Pour le membre du Comité scientifique de suivi de la pandémie, ce passeport vaccinal servira de sésame, nécessaire, pour accéder à ces salles de concert, ces chapiteaux, à ces foires et apportera la preuve que la personne détentrice de ce pass est vaccinée contre la Covid-19.

Après plus de quatre mois du lancement de la campagne de vaccination, plus de deux millions de personnes ont été vaccinées en Algérie. Dernièrement, le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière a adopté une nouvelle stratégie dans sa campagne de vaccination en installant des chapiteaux à proximité des hôpitaux afin de vacciner en masse et accélérer d'avantage cette campagne.

ATHLÉTISME / MEETING DE SONATRACH

Ultime chance pour l'élite algérienne de réaliser les minimas pour les JO de Tokyo

La compagnie pétrolière algérienne, Sonatrach, organisera son traditionnel meeting d'athlétisme le 29 juin courant, au SATO du stade 5-Juillet (Alger), et ce sera l'ultime chance pour l'élite nationale de réaliser les minimas de participation aux Jeux olympiques d'été, prévus du 23 juillet au 8 août au Japon, a-t-on appris lundi auprès de la fédération. En effet, la liste des athlètes qualifiés aux Olympiades nippones, toutes disciplines confondues, sera bouclée dans la soirée du 29 juin courant, faisant que cette compétition, organisée le même jour, sera vraiment la toute dernière chance pour les athlètes algériens de se qualifier. En effet, les minimas réalisés pendant ce meeting Sonatrach seront acceptés, tout

comme cela a été le cas pendant les Journées Elite et Jeunes Talents Sportifs, organisées par la Direction technique nationale entre mars et début juin courant.

La dernière d'entre elles, organisée le vendredi 4 juin courant, au SATO du Stade 5-Juillet a été favorable au triple-sauteur Yasser Mohamed-Tahar Triki, qui avait réalisé ses minimas pour les JO de Tokyo, avec un bond mesuré à 17 mètres et 31 centimètres, en attendant peut-être les demi-fondistes Mohamed Belbachir et Yacin Hathat, qui de leur côté visent une qualification sur le 800 mètres.

Si c'est le cas, ils emboîteront le pas à cinq de leurs compatriotes, déjà qualifié pour les olympiades nippones en athlé-

tisme, à savoir : Taoufik Makhloufi (1500m), Abdelmalik Lahoulou (400m/haies), Billel Tabti (3000m Steeple), Hicham Bouchicha (3000m Steeple), et Yasser Mohamed-Tahar Triki (triple saut).

Outre l'athlétisme, l'Algérie sera représentée dans 11 autres disciplines à Tokyo, à savoir : la boxe, les luttes associées, l'escrime, l'aviron, le canoë, le cyclisme, la natation, la voile, le tir sportif, l'haltérophilie et le judo.

Outre d'éventuelles qualifications au JO de Tokyo, le meeting de Sonatrach servira à commémorer le centenaire du Mouloudia d'Alger, fondé en 1921, ont encore annoncé les organisateurs, car la grande firme pétrolière est depuis longtemps le sponsor majeur du "Doyen".

LIGUE 1

Le match CS Constantine-CR Belouizdad fixé au 23 juin

Le match CS Constantine-CR Belouizdad, comptant pour la mise à jour de la 25e journée du championnat de Ligue 1 de football, se jouera le mercredi 23 juin, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), dimanche sur son site officiel.

Cette rencontre a été reportée en raison de la présence de cinq joueurs du CRB au stage de l'équipe nationale A', composée de joueurs locaux, du 13 au 17 juin, qui sera ponctué par un match amical face au Liberia, jeudi au nouveau stade d'Oran.

La première partie des rencontres de la 25e journée s'est jouée jeudi dernier et a été marquée par la victoire nette et sans bavure du leader l'ES Sétif en déplacement face au Paradou AC (3-0).

LIGUE 1

La 26e journée aura lieu ce week-end

La 26e journée du championnat national de Ligue 1 se déroulera le vendredi 18 et le samedi 19 juin prochain, a annoncé hier la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site. La première partie de cette 26e manche aura lieu vendredi et verra le déroulement de deux rencontres, à savoir, AS Aïn M'lila - CS Constantine et ASO Chlef - NA Hussein Dey. De son côté, le second acte est prévu samedi, à partir de 17h00, avec deux derbies au programme. Le premier se jouera à Alger et mettra aux prises le CR Belouizdad au Paradou AC, tandis que le second, celui des Hauts Plateaux, aura lieu à Sétif entre l'Entente locale et le CA Bordj Bou Arreridj. Quant à l'affiche du jour, elle aura lieu au stade Ahmed Zabana (Oran) entre le mouloudia d'Oran et son homologue de

la capitale. USMA-JSK reporté Concernant le match USM Alger - JS Kabylie, autre affiche attrayante de cette 26e journée, il a été reporté à une date ultérieure en raison de la participation des Canaris à la demi-finale aller de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF). En effet, les Jaune et Vert donneront la réplique à la formation camerounaise de Coton Sport, dans une empoignade prévue le dimanche 20 juin (17h00) au stade Ahmed Ahidjo de Yaoundé.

Programme de la 26e journée : Vendredi :

CA Bordj Bou Arreridj - AS Aïn M'lila 17h00
USM Bel Abbès - ASO Chlef

17h45

Samedi :

CR Belouizdad - Paradou AC 17h00
NC Magra - USM Bel Abbès 17h00
WA Tlemcen - O Médéa 17h00
MC Oran - MC Alger 17h00
ES Sétif - CA Bordj Bou Arreridj 17h45
JS Saoura - JSM Skikda 20h00
US Biskra - RC Relizane 20h00

Reportés :

USM Alger - JS Kabylie

MATCHES AMICAUX

Djamel Belmadi fait le bilan et annonce la couleur

Trois matches, autant de victoires. Après avoir balayé la Mauritanie (4-1) le 3 juin et dominé le Mali le 6 juin (1-0), l'Algérie a croqué la Tunisie (2-0) hier vendredi à Radés dans la banlieue de Tunis. Une victoire qui permet à l'Algérie de battre un record d'Afrique, celui de l'invincibilité, avec 27 matches sans défaite. Ce samedi, au lendemain de l'étonnante victoire face aux Aigles de Carthage, le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a dressé le bilan de la série des trois matches amicaux disputés par l'équipe nationale depuis début juin. Il annonce la couleur : les Verts vont continuer à se battre pour rester sur le toit de l'Afrique.

« On a pu voir sur ces trois matches l'ensemble de l'effectif qui a pu jouer. C'était l'objectif », a affirmé Belmadi lors d'un point presse. « L'objectif était une revue d'effectif. On a eu un effectif à quasiment trente joueurs avec Andy Delort qui s'est blessé. Ce n'est pas facile car il y a beaucoup de joueurs. C'est difficile de gérer ça, mais j'ai voulu ça pour voir l'ensemble de l'effectif avant les qualifications de Coupe du Monde » qui commencent en septembre contre Djibouti, a expliqué Djamel Belmadi. Il a souligné qu'« en même temps, il faut soigner les résultats. C'est toujours important, pour le classement FIFA dans le lequel l'Algérie occupe la 4e position en Afrique derrière le Sénégal (1er), la

Tunisie (2e) et le Nigeria (3e). »

« (...) mais on ne va rien donner » Djamel Belmadi a également évoqué durant le point presse ce que représente le record africain de matches d'invincibilité que vient de décrocher l'Algérie lors de la victoire 2-0 face à la Tunisie. « Ces 27 matches veulent dire beaucoup de choses. C'est de la constance. Ce n'est pas comme gagner une Coupe d'Afrique puis tomber. Généralement après l'euphorie, c'est la déception. Par rapport à ça, au fait de s'être remis au travail, de continuer à vouloir à chaque match sortir de grosses performances, ça c'est les joueurs. Ce sont eux les plus importants », a estimé le sélectionneur algérien.

COUPE BILLIE JEAN KING

"On s'attend à un niveau assez élevé"

Le Directeur des équipes nationales (DEN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Noujeim Hakimi, a estimé que le niveau technique de la Coupe Billie Jean King (ex-Fed Cup), groupe 3 de la zone Europe-Afrique, à laquelle l'Algérie prendra part du 15 au 19 juin à Vilnius (Lituanie), sera "assez élevé".

"Ce rendez-vous mondial regroupera 21 nations africaines et européennes. J'estime que le niveau technique sera assez élevé dès la première journée. Plusieurs nations possèdent d'excellentes joueuses, mais les Algériennes vont se donner à fond pour sortir une belle prestation", a déclaré Noujeim Hakimi.

A Vilnius, les couleures algériennes seront défendues par Ines Ibbou, Lynda Benkaddour, Yasmine Boudjadi et Ines Bekrar, tandis qu'Abdelwakil Keciba assurera le capitanat d'équipe.

Interrogé sur les objectifs de la sélection nationale en terre lituanienne, le DEN avoue la difficulté de la mission des Algériennes, sachant que le tirage au sort pourra faire basculer les choses dans les deux sens.

"On espère avoir un tirage au sort favorable et pourquoi pas jouer les play-offs dès cette année en vue d'une accession au groupe 2. Certes, les filles manquent de compétitions et de matchs dans les jambes suite à l'arrêt total causé par le coronavirus. Elles ont eu la chance de prendre part à des tournois internationaux en Tunisie, mais ça reste insuffisant", a-t-il regretté.

En vue de ce rendez-vous, l'instance fédérale a programmé un stage de préparation d'une semaine pour les joueuses sélectionnées, mais finalement, il s'est tenu en présence d'un seul élément.

"Nous avons organisé un stage de préparation à Alger. Il était prévu que ce stage se déroule en présence des quatre athlètes, mais malheureusement il s'est tenu uniquement avec un seul nom, en l'occurrence Yasmine Boudjadi, à cause des restrictions et conditions sanitaires difficiles. Ines Ibbou se trouvait à Doha (Qatar), tandis que Lynda Benkaddour et Ines Bekrar étaient en Tunisie", a expliqué la FAT.

LIGUE 1 (25E J)

La JSS rate le coche, la JSK piégée à Tizi-Ouzou

La JS Saoura, deuxième au classement, a raté une belle occasion de réduire l'écart avec le leader, en s'inclinant dimanche en déplacement face au MC Alger (1-0), à l'occasion de la deuxième partie de la 25e journée du championnat de Ligue 1 de football. Le capitaine du "Doyen" Abderrahmane Hachoud, a surgi à la 18e minute de jeu pour offrir une précieuse victoire aux Algérois, et permettre ainsi au Mouloudia de mettre fin à une mauvaise série de six matches sans victoire, toutes compétitions confondues. Le club algérois se relance dans la course au podium, avec en sus un match en moins.

La JSS, dont il s'agit du deuxième revers concédé après son élimination en 1/4 de finale de la Coupe de la Ligue face au NC Magra (2-1), compte désormais sept longueurs de retard sur le leader l'ES Sétif.

A l'instar de la JSS, la JS Kabylie, fraîchement qualifiée pour la finale de la Coupe de la Ligue professionnelle, n'a pas su profiter de la réception de l'US Biskra pour rejoindre le MC Oran sur le podium, en concédant le point du match nul (1-1). L'USB, dirigée sur le banc par Azzedine Aït Djoudi, confirme son réveil en championnat, en enchaînant un cinquième match sans défaite, et s'éloigne davantage de la zone rouge.

La JSMS sombre un peu plus

Dans la capitale du "Titteri", le NC Magra, auréolé de sa qualification en finale de la Coupe de la Ligue 1, aux dépens de l'USM Alger (2-1, a.p), a réalisé une belle opération en tenant en échec l'Olympique Médéa (0-0).

Un point précieux pour la formation de Magra dans l'optique du maintien. En revanche, l'OM fait du surplace et aligne un quatrième atch sans victoire, toutes compétitions confondues.

Le travail des enfants

Dans le monde entier, des millions d'enfants sont privés de leur enfance parce que contraints d'exercer un travail mettant en péril leur santé et leur éducation. UNICEF se bat pour éliminer cette grave violation des droits de l'enfant.

Selon l'Organisation internationale du travail, le travail des enfants regroupe l'ensemble des activités qui privent les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et nuisent à leur scolarité, santé, développement physique et mental.

L'article 32 de la Convention internationale des droits de l'enfant indique que « les États parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social ».

Environ 152 millions d'enfants dans le monde sont privés de leur enfance parce qu'ils sont impliqués dans le travail. Pire encore : 115 millions d'entre eux exercent des activités dangereuses. Ces enfants qui travaillent sont partout, mais invisibles : domestiques dans les maisons, derrière les murs des ateliers, cachés dans les plantations. Si la grande majorité des enfants travaille dans le secteur agricole (59%), les pires formes de travail des enfants comprennent l'utilisation d'enfants comme esclaves, la prostitution, la vente de drogues, le crime ou l'enrôlement comme soldats dans des situations de conflit ou pour d'autres travaux dangereux.

Si le travail des enfants est essentiellement conduit par la pauvreté des familles et des communautés, il est aussi le produit d'autres facteurs : les normes sociales qui le tolèrent, le manque d'emplois décents pour les adultes et les adolescents, la mi-

gration et les situations d'urgence.

Il est également une conséquence des inégalités sociales renforcées par les discriminations. Les enfants des populations indigènes et des basses castes courent plus de risques de devoir abandonner l'école et d'être mis au travail. Les enfants migrants sont également très exposés au travail clandestin et illégal.

Les progrès nécessaires pour éliminer le travail des enfants sont donc étroitement liés à la réduction de ces vulnérabilités, à l'atténuation des chocs économiques et à l'accès aux services sociaux.

Le travail des enfants est le sujet de nombreuses idées reçues dans le monde occidental, car il est surtout connu par les scandales médiatisés : un enfant au travail est vu typiquement comme un « enfant-esclave », dans un pays du tiers monde, employé dans un atelier textile asiatique pour une grande marque de vêtements ou enfant des rues en Amérique du Sud. En réalité, il y a des enfants au travail dans quasiment tous les pays du monde, y compris des pays développés comme l'Italie ou les États-Unis ; les usines et les ateliers textiles masquent le fait que plus des trois quarts de ce travail se trouve dans l'agriculture ou les activités domestiques, dans la sphère familiale ; et si les enfants-esclaves existent, ils ne forment qu'une minorité. Il existait aussi bien avant l'industrialisation ou la mondialisation, même si ces deux phénomènes ont rendu le travail des enfants plus visible.

Si l'élimination des « pires formes de travail » n'est pas discutée, l'abolition est en revanche un sujet de débat pour les autres enfants ; la lutte contre la pauvreté et les mauvaises conditions de travail reste un objectif commun aux « abolitionnistes » comme aux organisations plus pragmatiques. Depuis 1992, le programme IPEC tente de fédérer les actions entreprises.

Type de travail, acceptabilité

La convention no 138 de l'OIT impose de définir également les travaux « légers » et « non dangereux ». D'après cette même convention, un « travail léger » doit être sans danger pour la santé et le développement de l'enfant et ne doit pas l'empêcher d'aller à l'école ou de « bénéficier de sa formation ». C'est ce que l'Unicef appelle *childwork* (ou « travail conforme aux normes de l'OIT ») : ces travaux sont souvent bénéfiques pour leur éducation. Dans les statistiques, cela est souvent simplifié pour devenir « un travail non dangereux prenant moins de 14 heures par semaine ». Les deux autres catégories de travaux sont les travaux dits dangereux et les « pires formes de travail des enfants ».

Un « travail dangereux » est de façon générale ce qui peut « compromettre la santé ou la sécurité physique ou morale d'un enfant » ; plus précisément, cela inclut les métiers de la construction, dans les mines, avec certaines machines, au contact de pesticides, de plus de 43 heures par semaine, etc. : la convention OIT no 190 définit ces formes plus précisément, de même que les lois nationales.

L'Unicef retient la notion de *child labour* (ou « travail non conforme aux normes de l'OIT ») en y incluant les travaux dangereux (tous âges), les moins de 12 ans qui travaillent dans une des branches de l'économie et les travaux non dangereux effectués plus de 14 heures par semaine (12-14 ans).

Les « pires formes de travail des enfants » sont définies par la convention OIT no 182, article 2, et incluent le trafic d'enfants, le travail forcé ou en remboursement d'une dette, la participation des enfants à des conflits armés (en tant qu'enfants soldats mais aussi comme messagers, porteurs, etc.), l'exploitation sexuelle par la prostitution et la pornographie ainsi que les activités illicites comme le trafic de drogue.

Âge minimum et travail

L'Organisation internationale du travail retient les définitions suivantes dans ses publications qui servent souvent de référence lors de l'analyse du travail des enfants :

-Un enfant est une personne de moins de 18 ans ; puisqu'il est souvent considéré que les enfants de moins de 5 ans sont trop jeunes pour travailler (même s'il existe des cas d'abus), les statistiques ne prennent souvent en compte que les enfants entre 5 et 17 ans.

-Le travail est défini comme une « activité économique », qu'elle soit payée ou non. Ce dernier cas permet d'inclure l'économie informelle ou le travail domestique dans un autre foyer que le sien. Les enfants sont ainsi répartis dans cinq catégories : travaillant, travaillant et allant à l'école, allant à l'école et ne travaillant pas, travail domestique, et aucune activité (malade,

éducation informelle, etc.). Ces définitions sont essentiellement statistiques et ne servent pas à établir la limite entre un travail « acceptable » (au vu des conventions internationales) ou non. La convention no 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'emploi de 1973 est le document de référence à ce sujet actuellement. Elle distingue un âge minimum général, un âge minimum pour les travaux légers et un autre pour les travaux dangereux. Elle distingue aussi les « pays où les services économiques et d'éducation sont insuffisamment développés » et les autres ; pour les autres pays, l'âge minimum général est de 15 ans ou l'âge de fin de scolarisation obligatoire s'il est plus élevé (14 ans dans ces pays en développement) ; pour les travaux légers, 13 ans (resp. 12 ans) ; pour les travaux dangereux, 18 ans, voire 16 ans selon certaines conditions.





Les déterminants du travail des enfants

Pour Bénédicte Manier, le travail des enfants est causé par un ensemble de facteurs agissant en commun : la pauvreté des familles, la faible scolarisation, l'échec ou l'inefficacité des politiques sociales ainsi que certains facteurs socioculturels. Parmi ces facteurs, la pauvreté est régulièrement identifiée comme une raison essentielle.

1-Causes socio-économiques Effets de la pauvreté

Le travail des enfants a été identifié comme une des stratégies de survie des populations pauvres : ces stratégies visent à assurer l'essentiel et en premier lieu l'alimentation du jour. Chaque membre de la famille étant une bouche à nourrir, tous sont appelés à contribuer au revenu familial. La pauvreté empêchant le pouvoir de décision à long terme et entraînant une lutte quotidienne pour sa survie, les familles peuvent être amenées à accepter n'importe quelle proposition les aidant à améliorer leur situation — l'analphabétisme encore fréquent dans les pays en développement pouvant les amener à croire des personnes peu scrupuleuses. Le lien entre pauvreté et travail des enfants se vérifie également dans les pays développés (où les enfants au travail font partie des couches défavorisées) et dans les pays ayant connu des crises économiques où les enfants au travail font partie des « nouveaux pauvres ».

La pauvreté des familles provient souvent elle-même du chômage ou du sous-emploi des parents : d'après l'OIT, en 2003, 180 millions de personnes sont au chômage et 700 millions sont sous-employées soit au total un tiers de la population active mondiale qui ne gagne pas le minimum vital. Si le secteur informel absorbe une partie de cette main-d'œuvre, il n'est pas illimité et les revenus qu'il dégage ne sont pas stables d'où le recours à un revenu d'appoint en faisant travailler les enfants. De plus, la demande d'emploi étant supérieure à l'offre, les employeurs peuvent davantage imposer leurs conditions et choisir d'embaucher des enfants (moins payés et plus dociles) que des adultes : dans de nombreuses situations, les enfants travaillent

alors que les parents sont au chômage, entrant ainsi en « concurrence involontaire ».

La vulnérabilité s'ajoute à la pauvreté : les enfants au travail se situent fréquemment au bas de l'échelle sociale parmi les castes inférieures en Inde, les paysans sans terre au Brésil, les réfugiés, les minorités ethniques, etc. Les systèmes inégalitaires rendent plus facile l'exploitation d'enfants.

Le choix entre travail et scolarisation

Appliquée aux décisions familiales, la théorie microéconomique analyse la scolarisation comme le résultat d'un arbitrage avec le travail. D'après Gary Becker, le résultat de cet arbitrage est que les enfants sont envoyés à l'école tant que le profit à terme anticipé de l'éducation est supérieur au coût d'opportunité, c'est-à-dire à la perte de revenu immédiate qu'implique la scolarisation. La possibilité du travail des enfants vient s'ajouter aux coûts de scolarisation, dans la mesure où elle représente un manque à gagner, tandis que la qualité de l'enseignement influe directement sur le profit anticipé de l'éducation.

Des études ont montré que, dans les pays latino-américains, la hausse du niveau de salaire diminue les chances de scolarisation. Au Mexique, la hausse du niveau des salaires diminue les chances que l'enfant soit uniquement scolarisé sans travailler. Cet effet des salaires est parfois plus important dans les zones riches que dans les zones pauvres. Ainsi au Brésil dans les années 1990, le travail des enfants était plus important dans la région riche de São Paulo que dans celle pauvre de Bahia. D'ailleurs, d'autres études montrent que le taux de chômage a un effet similaire. Les périodes de chômage, bien que synonymes de pauvreté, sont favorables à la scolarisation et au recul du travail des enfants, parce qu'elles réduisent le coût d'opportunité de la scolarisation. Cela montre que le coût d'opportunité de la scolarisation a un effet décisif sur le travail des enfants, et que la pauvreté ne suffit pas seule à l'expliquer.

Des mesures microéconomiques peuvent modifier cet arbitrage entre scolarisation et travail. Gary Becker, qui l'interprète comme l'opposition des intérêts économiques à court terme des parents

et ceux à long terme de l'enfant, propose ainsi de payer les parents lorsque leurs enfants sont scolarisés.

2-Facteurs socioculturels

La valeur attribuée à l'éducation par rapport à l'apprentissage ou au travail n'est pas la même selon les cultures : la « culture de l'école » a mis plus d'un siècle à s'implanter durablement en Europe et elle ne semble toujours pas acquise dans de nombreux pays en développement où les grands-parents et souvent les parents ne sont pas allés à l'école. Le travail des enfants, loin d'être vu comme un « fléau », y est valorisé car il permet souvent l'apprentissage tandis que le système éducatif ne mène pas forcément à un bon emploi ; cette conception est souvent celle des populations pauvres. La perception qu'en ont les enfants est aussi variable : il y a ceux qui souffrent de leur condition mais d'autres qui sont fiers d'aider leur famille ou d'apprendre un savoir-faire.

Le faible taux de scolarisation des filles (qui forment 60 % des enfants non scolarisés) provient quant à lui souvent de préjugés culturels, les filles étant « destinées à être mariées » et l'éducation étant alors une perte de temps et d'argent : il vaudrait mieux leur apprendre à effectuer les travaux domestiques. Ainsi, si le travail des filles commence plus tôt, il est aussi moins visible puisque restreint à la famille. Les études empiriques montrent que le niveau d'éducation des parents, et plus particulièrement de la mère, est le plus important déterminant du travail ou de la scolarisation des enfants. Il aurait plus d'impact que le niveau de revenu, le coût d'opportunité et la qualité du système éducatif (ces variables sont toutes liées). L'explication de ce phénomène reste incertaine. Les mères éduquées ont une préférence plus grande pour l'éducation. Elles ont aussi une plus grande influence au sein de la famille, ce qui se révèle décisif lorsque leur préférence pour la scolarité n'est pas totalement partagée par le père. Enfin, dans la mesure où les mères passent davantage de temps avec leurs enfants, leur niveau d'éducation diminue le coût de celui de leurs enfants.

3-Faiblesse de la scolarisation et des politiques sociales

Pour l'Unicef, 117 millions d'enfants ne sont pas scolarisés dans le monde, chiffre qui monte à plus de 400 millions en incluant les moins de 18 ans. De même que la scolarisation obligatoire a été un facteur important d'abandon du travail des enfants en Occident, les faibles taux des pays en développement et notamment de l'Afrique subsaharienne empêchent ce phénomène de reculer. Même lorsqu'un enfant est inscrit à l'école, l'achèvement de sa scolarité n'est pas assuré : seul un enfant sur trois termine son cycle primaire dans le monde, les écoles atteignent difficilement les zones rurales et les bidonvilles des banlieues, les fournitures scolaires et la cantine coûtent cher aux parents, ce à quoi l'enfant peut contribuer par une activité rémunératrice. Mais ce travail peut lui-même empêcher l'assiduité d'où un cercle vicieux aboutissant à l'exclusion de l'école. L'échec de l'éducation est lui-

même imputé aux budgets insuffisants alloués à ce domaine alors qu'il occupe plus d'un cinquième du budget d'un pays comme la France, la part allouée à l'éducation dans les pays en développement ne cesse de régresser (- 30 % dans les années 1990) ; la corruption des gouvernements, la dette des pays pauvres, la faiblesse de l'aide au développement et la faiblesse des recettes provenant de leurs exportations ne leur permettent pas d'accroître ce budget. L'Internationale de l'éducation estime ainsi que 70 % des enseignants dans le monde sont pauvres, les obligeant alors à recourir à un travail supplémentaire pour couvrir leurs besoins, et que la pénurie d'enseignants atteint 2,7 millions de personnes.

Le choix entre travail et scolarisation

Appliquée aux décisions familiales, la théorie microéconomique analyse la scolarisation comme le résultat d'un arbitrage avec le travail. D'après Gary Becker, le résultat de cet arbitrage est que les enfants sont envoyés à l'école tant que le profit à terme anticipé de l'éducation est supérieur au coût d'opportunité, c'est-à-dire à la perte de revenu immédiate qu'implique la scolarisation. La possibilité du travail des enfants vient s'ajouter aux coûts de scolarisation, dans la mesure où elle représente un manque à gagner, tandis que la qualité de l'enseignement influe directement sur le profit anticipé de l'éducation.

Le coût de la scolarisation s'accroît donc avec les salaires. Des études ont montré que, dans les pays latino-américains, la hausse du niveau de salaire diminue les chances de scolarisation. Au Mexique, la hausse du niveau des salaires diminue les chances que l'enfant soit uniquement scolarisé sans travailler. Cet effet des salaires est parfois plus important dans les zones riches que dans les zones pauvres. Ainsi au Brésil dans les années 1990, le travail des enfants était plus important dans la région riche de São Paulo que dans celle pauvre de Bahia. D'ailleurs, d'autres études montrent que le taux de chômage a un effet similaire. Les périodes de chômage, bien que synonymes de pauvreté, sont favorables à la scolarisation et au recul du travail des enfants, parce qu'elles réduisent le coût d'opportunité de la scolarisation. Cela montre que le coût d'opportunité de la scolarisation a un effet décisif sur le travail des enfants, et que la pauvreté ne suffit pas seule à l'expliquer. Des mesures microéconomiques peuvent modifier cet arbitrage entre scolarisation et travail. Gary Becker, qui l'interprète comme l'opposition des intérêts économiques à court terme des parents et ceux à long terme de l'enfant, propose ainsi de payer les parents lorsque leurs enfants sont scolarisés.

4-Rôle économique

Fournissant un travail, ces enfants participent à l'économie. Une grande partie de ce travail est « invisible », dans le sens où il est attesté, mais il n'est pas comptabilisé : c'est le cas du travail dans la sphère familiale, qui concerne encore souvent les femmes n'ayant pas d'activité professionnelle mais s'occupant de leur famille. Les enfants qui travaillent à l'extérieur de

leur famille y apportent une contribution financière directe (participation au budget familial) et indirect (ils subviennent à leur propres besoins et représentent une bouche de moins à nourrir). L'OIT estimait qu'un enfant actif peut apporter entre 20 et 25 % du revenu familial pour une famille pauvre. La minorité des enfants salariés pèse un certain poids dans l'économie du pays : l'OIT estime que les enfants représentent près 5 % de la population active en Amérique latine, mais 14 % au Kenya. Il n'existe que des ordres de grandeur pour leur poids par secteur : ainsi, au Pakistan, l'industrie du tapis rapportait 109 millions de dollars en exportations en 1995-96 d'après le patronat ; selon la SACCS (South Asian Coalition on Child Servitude), 500 000 enfants y travailleraient (sur 1,5 million de salariés), un chiffre sujet à caution mais qui donne un ordre de grandeur.

Action

Les actions de lutte contre le travail des enfants incluent les mesures législatives prises par les gouvernements nationaux, la sensibilisation de l'opinion publique, les actions ciblant les entreprises en amont dont la « consommation citoyenne » et le boycott, les actions de terrain et le syndicalisme des enfants. On peut mentionner également, les codes de conduite et les protocoles adoptés de manière plus ou moins volontaire de « chartes » et de « protocoles » par les entreprises, à la suite des pressions exercées par l'opinion politique, les ONG et les syndicats, ainsi que des programmes d'action de la part d'organisations intergouvernementales comme, notamment, l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'UNICEF.

Dans les pays en développement

Les actions entreprises dans les pays occidentaux n'ont cependant qu'un faible impact : ils n'affectent que les enfants impliqués dans le commerce international, c'est-à-dire une minorité. Sur le terrain, plusieurs milliers d'ONG et d'associations agissent sur les causes premières du travail des enfants. Leurs actions incluent la lutte contre la pauvreté au sens large du développement, l'accueil d'enfants des rues dans des abris et centres d'hébergement, la construction et la maintenance d'écoles tout comme la mise en place d'activités éducatives ou de formations professionnelles. Certains programmes plus innovants, souvent financés par l'Unicef, essayent l'enseignement itinérant, à la maison ou sur des bateaux, ou encore des allocations liées à l'assiduité scolaire, au Brésil. Une initiative plus récente est celle des syndicats d'enfants. Si le mouvement pionnier s'est créé en 1976 (le MANTHOC péruvien), ce n'est que dans les années 1990 que d'autres syndicats ont continué à se créer en Inde, en Afrique et dans le reste de l'Amérique latine. Leurs projets communautaires rejoignent ceux des ONG, mais avec le bénéfice d'un rapport de force avec les employeurs permettant de meilleures conditions de travail, ainsi que celui d'une identité nouvelle. Ces mouvements sont souvent anti-abolitionnistes, tout en réclamant un travail digne et en rejetant l'exploitation.

Les meilleurs jus verts pour réduire l'hypertension et faire un nettoyage rénal

Si vous avez des problèmes d'hypertension et que vous êtes inquiet des risques que vous encourez, ne passez pas à côté des jus verts suivants, qui peuvent vous aider à la contrôler tout en nettoyant vos reins.

Étant donné qu'ils sont riches en vitamines et en antioxydants, ces jus peuvent vous aider à purifier vos reins, tout en favorisant la circulation sanguine et en luttant contre la rétention d'eau.

Jus à la tomate, au concombre et à la carotte

Les propriétés antioxydantes et purifiantes de ce jus naturel stimulent l'expulsion des toxines accumulées dans l'organisme, qui sont responsables du développement de différentes maladies.

En associant les légumes à une herbe aussi saine que le persil, cette boisson contribue à éliminer l'excès de sodium de l'organisme et à réduire la rétention d'eau, qui influe également sur l'augmentation de la tension.

Ingrédients :

- 1 concombre.
- 2 carottes.
- 1 tomate.
- 1 poignée de persil.
- ½ verre d'eau (100 ml).

Comment le préparer ?



• Lavez et découpez le concombre, les tomates et la carotte, puis mettez-les dans un robot-mixeur avec le persil et un demi verre d'eau pour faciliter le mixage.

• Mixez tous les ingrédients jusqu'à l'obtention d'un mélange homogène et consommez le jus fraîchement préparé.

• Consommez ce smoothie 3 fois par semaine.

Jus aux carottes et aux épinards pour réduire l'hypertension

La forte concentration en antioxydants et les qualités diurétiques de ce jus, contri-

buent à diminuer la rétention d'eau et l'accumulation de toxines, qui sont responsables de l'hypertension artérielle. De plus, ces ingrédients permettent un apport extra d'énergie pour l'organisme.

Ingrédients :

- 1 bouquet de persil.
- 1 bouquet d'épinards.
- 5 carottes.
- 2 branches de céleri.
- un peu d'eau (optionnel)

Comment le préparer ?

• Lavez et désinfectez tous les ingrédients. Mixez-les dans le robot jusqu'à l'obtention d'un jus sans grumeaux. L'idéal est d'y ajouter un peu d'eau pour faciliter le mélange.

• Consommez à jeun, sans filtrer, au moins 3 fois par semaine.

Jus au kiwi, épinards et salade pour réduire l'hypertension Le kiwi est un aliment riche en vitamine C et en antioxydants importants qui permettent de diminuer le cholestérol, la tension artérielle et les dommages provoqués par les radicaux libres.

Les légumes verts de ce jus apportent de la chlorophylle, des fibres, des vitamines et des minéraux qui améliorent la fonction rénale tout en prévenant certaines maladies. Ils sont utiles pour réduire l'hypertension.

Ingrédients :

- 1 kiwi
- 5 feuilles d'épinards.
- 3 feuilles de salade.
- 1 cuillerée de miel naturel (25 g).
- 1 verre d'eau (200 ml).

Comment le préparer ?

• Épluchez et lavez le kiwi, les feuilles d'épinards et la salade. Ensuite, mettez-les dans un mixeur avec le verre d'eau, puis mixez quelques secondes jusqu'à l'obtention d'un mélange homogène.

• Quand c'est prêt, buvez bien frais, de préférence à jeun.

Soulager les crises de goutte avec un remède à base de jus de citron

La goutte est une maladie similaire à l'arthrite et qui provoque des douleurs au niveau des articulations. Les crises de goutte peuvent d'ailleurs être particulièrement difficiles à vivre. Ces dernières résultent de la cristallisation d'un déchet, l'acide urique, au niveau des articulations. Pour soulager les souffrances provoquées par ces crises, nous vous recommandons ce remède à base de citron.

Les crises de goutte sont provoquées par ce qu'on appelle l'hyperuricémie, qui est l'accumulation anormale de l'acide urique. Ce dernier provoque l'apparition d'un excès de purines qui, s'ils ne sont pas éliminés, engendrent une formation graduelle de cristaux qui se déposent au niveau des articulations et c'est ainsi que les douleurs apparaissent. Typiquement ces dernières se manifestent au niveau des orteils mais pas seulement, les douleurs peuvent aussi apparaître à plusieurs endroits en même temps.

Nous allons vous présenter dans cet article comment soulager une crise de goutte et comment la prévenir.

Voici comment préparer ce remède pour traiter la goutte

La crise de goutte est douloureuse. Et pour y remédier, voici une recette naturelle à base de citron qui permettra d'atténuer la douleur de la goutte et combattre l'acide urique.

Vous aurez besoin de :

- 1 citron.
- 2 rondelles de gingembre frais.
- 1 branche de céleri.

Il est à noter qu'il est recommandé d'utiliser des ingrédients d'origine biologique pour un meilleur résultat. Pour ce qui est de la préparation de cette boisson, il n'y a rien de plus simple. Mélangez le jus du citron, le gingembre



(skendjbir) et le céleri ((krafès) dans un mixeur, consommez cette boisson chaque jour avant le repas.

Pourquoi ça marche ?

Ce remède est capable de soulager les crises de goutte pour plusieurs raisons. D'abord, le citron est un fruit qui possède de multiples bienfaits. C'est aussi un agrume qui est riche en vitamine C. Et selon une étude, cette dernière peut prévenir les crises de goutte récurrentes. Par ailleurs, le citron favoriserait la formation de carbonate de calcium, lequel neutralise les acides, tels que l'acide urique.

Le céleri est un légume qui peut être excellent pour votre corps. D'après une étude in vivo, le céleri est capable de prévenir la goutte grâce à ses propriétés anti-inflammatoires et antioxydantes. Il en est de même pour le gingembre qui permet aussi de réduire l'inflammation provoquée par les cristaux d'urate. C'est pour ces raisons que lorsqu'ils

sont associés ensemble, ces ingrédients sont capables de soulager efficacement les douleurs lors d'une crise de goutte.

- Il existe un autre remède de grand-mère très efficace pour apaiser les douleurs liées à une crise de goutte. Le traitement est de boire du jus de citron mélangé à du miel de bruyère (de préférence).

Comment faire :

- Pressez trois citrons.
 - Versez le jus de citron dans un demi-verre d'eau.
 - Ajoutez une cuillère à soupe de miel de bruyère.
 - Buvez ce mélange à jeun tous les matins pendant sept jours.
- Résultat : grâce à cette recette puissante, vous avez soulagé les douleurs causées par la crise de goutte. Ce traitement est efficace pour une crise de goutte qui touche les pieds, les doigts, les poignets, les genoux ou encore les coudes.

Le clou de girofle soulage-t-il le mal de dents ?

Le clou de girofle est l'alternative naturelle la plus utilisée pour calmer les maux de dents. Mais à quoi tient le pouvoir apaisant de cette plante habituellement employée pour relever la saveur des plats ?

Le clou de girofle, riche en eugénol

Le clou de girofle est riche en eugénol, composant naturel actif dans l'élimination des bactéries. Il a aussi le pouvoir d'atténuer la sensibilité dentaire. Son efficacité est telle que cette molécule entre dans la composition de la plupart des bains de bouche prescrits pour soigner une affection buccale.

Le clou de girofle, antiseptique et analgésique

Tout comme le gingembre, les graines de sésame, le piment rouge ou encore l'argile, l'effet du clou de girofle est immédiat pour atténuer les douleurs dentaires. Il est antiseptique et analgésique. Il suffit de coincer un morceau entre deux dents et de mordre dedans pour que le principe actif fasse son effet. Il existe aussi des huiles essentielles à base de clou de girofle. Pour une application précise, utilisez un coton-tige, imprégnez-le et humectez doucement la zone douloureuse. Si les douleurs persistent, une prise en charge médicale peut s'avérer nécessaire : consultez votre dentiste au plus vite.

Quelles astuces pour éviter le sucre ?

-Buvez de l'eau : c'est elle qui désaltère le mieux et des boissons sucrées très exceptionnellement.

-Un laitage et un fruit terminent parfaitement un repas. Un autre dessert (entremets ou pâtisserie), c'est pas tous les jours ! Et dans ce cas, un dessert maison revient moins cher que celui du commerce. Préparez-le avec la moitié des quantités de sucre de sa recette traditionnelle. Savourez un produit sucré, chocolat ou autre, en le laissant fondre dans votre bouche : ne le grignotez jamais à toute allure.

Comment arriver à déconnecter ?



Vous êtes chef d'entreprise et vous n'arrivez pas à vous déconnecter de votre travail. Pour cause, votre téléphone n'arrête pas de sonner et vous recevez des dizaines voire des centaines d'emails par jour. Pourtant, cette situation n'est pas inéluctable et vous pourriez très bien passer vos week-ends ou vos vacances tranquille ou profiter d'une conférence. Zoom sur quelques bonnes pratiques à mettre en œuvre si vous souhaitez enfin pouvoir prendre du temps pour vous.

Mettre un message d'absence et déléguer

Pour bien commencer à décompresser, vous pouvez adopter un geste simple : mettre un message d'absence ou d'indisponibilité sur votre messagerie téléphonique et email. Vous pouvez indiquer la personne à joindre en cas d'urgence qui saura répondre à votre place. Pour bien déléguer l'ensemble de vos fonctions, vous pouvez lister l'ensemble des tâches que vous effectuez dans vos journées. Il s'agira ensuite de créer des procédures explicites et de les transmettre à vos collaborateurs. N'hésitez pas à les accompagner quelques temps pour vous assurer qu'ils maîtrisent bien vos tâches. Contrôlez qu'elles soient bien exécutées. Vous pourrez alors partir l'esprit tranquille. Si vous êtes du genre anxieux, vous pouvez mettre en place des garde-fous qui contrôlent que le travail est bien exécuté. Être tranquille implique souvent de faire confiance. Vous avez peur de rater l'offre du siècle ou vous ne pouvez déléguer cette tâche à un collaborateur ? Pensez aux assistants à distance qui feront le tri pour vous.

Créer des lignes et emails spécifiques

Si vous avez encore du mal à vous déconnecter, vous pouvez vous doter d'une seconde ligne téléphonique et d'un second email à n'utiliser qu'en cas d'extrême urgence. Indiquez bien à ceux qui auront cette ligne les conditions dans lesquelles ils doivent l'utiliser, il ne s'agit pas qu'on vienne vous perturber pendant votre repos. Si vous êtes seul dans l'entreprise, vous pouvez procéder de la même manière en précisant sur vos messages d'absence les conditions d'utilisation de ces moyens de

communication. N'hésitez pas en cas de demande non urgente qui arriverait sur ces lignes à préciser que vous êtes en vacances par exemple, votre date de retour et de traitement de la demande. Vous pouvez créer un email type pour ne pas passer de temps. Si vous recevez des courriers indésirables, désabonnez-vous immédiatement pour éviter toute perturbation.

Réaliser que personne ne devrait être indispensable

Personne ne devrait être indispensable dans une entreprise y compris vous. Savoir déléguer est essentiel ne serait-ce que pour que la société ne dépende pas d'une personne en cas de soucis de santé par exemple ou d'accident. Dans tous les cas, vous allez devoir résister sur la durée et les moments de break sont nécessaires. Pour cela, n'hésitez pas à créer un maximum de processus qui décryptent les attitudes à adopter suivant les différentes situations que vous rencontrez comme vu plus haut. Il faut réaliser que moins l'entreprise dépend d'un de ses membres, plus elle prend en général de la valeur même si cela peut faire parfois peur de voir le navire partir sans nous à son bord. Au fond toutes les tâches que vous faites ne sont qu'un assemblage de plus petites que peuvent parfaitement réaliser vos collaborateurs et vous faites peser un risque à votre entreprise en créant une dépendance.

Faire un travail sur soi

Le plus difficile lorsque l'on prend des vacances reste le travail sur soi qui est nécessaire et cette envie de regarder son téléphone ou ses emails. Pour être sûr de le faire le moins possible, vous pouvez vous donner des horaires précis de consultation ou indiquer à vos collaborateurs des moments où vous êtes joignable. Vous devez réaliser qu'il est extrêmement rare qu'une tâche demande une réponse immédiate alors autant, si vous n'avez pas délégué, vous dire que rien ne réclame votre présence. Même lorsque vous êtes présent dans l'entreprise, il y a des moments où vous n'êtes pas forcément connecté à votre boîte email ou encore à votre téléphone. Autant vous dire que sauf exception votre présence n'est pas nécessaire dans l'immédiat.

K.Amel

Un moment particulier pour le dirigeant

Parce qu'un projet de cession semble tout aussi important qu'un projet de création, il est primordial de savoir où vous mettez les pieds. Qu'il s'agisse de céder une filiale pour se concentrer sur son cœur de métier ou de vendre sa société et réinvestir dans une nouvelle aventure entrepreneuriale, le moment où un entrepreneur lègue sa boîte demeure toujours un événement particulier. Avant tout projet de cession d'entreprise, un dirigeant doit se poser les bonnes questions. D'un côté pratique, vous devrez généralement prévoir de nombreuses étapes avant d'entamer le processus de cession, comme le sort que vous réservez à votre immobilier (bureaux) et

l'avenir auquel vous vous destinez en tant que dirigeant après la cession (arrêt d'une activité, ou non). Quoi qu'il en soit, parmi les interrogations basiques et essentielles que le chef d'entreprise se pose, on retrouve les suivantes : quelle est la valeur de mon entreprise ? Qui pourrait reprendre efficacement ma boîte et dans quelles conditions ? Quelles sont les démarches à suivre (juridiques, administratives ...) ? Comment optimiser le nouveau patrimoine perçu après la revente ? Afin d'apporter une réponse circonstanciée à chacune de ces interrogations, il est essentiel de s'adjoindre les services de conseillers externes, dont les banques font partie.

CHANTAGE À L'IMMIGRATION Le Parlement européen accuse le Maroc



Passé maître dans le chantage à l'immigration ces dernières années, le Maroc a fini par s'attirer les foudres des Européens après avoir ouvert sa frontière à des milliers de migrants dont des mineurs pour « envahir » les enclaves espagnoles. Le 17 mai, plus de 8.000 Marocains ont foncé à la nage sur Ceuta, ce qui a aggravé la crise diplomatique entre Rabat et Madrid, sur fond du conflit au Sahara occidental. L'Union européenne a réagi en assurant qu'elle se laisserait pas « intimider » par le Maroc qui est habitué à utiliser les migrants pour faire pression sur les Européens, notamment l'Espagne, pour obtenir des concessions sur le dossier du Sahara occidental.

« Personne ne peut intimider ou faire chanter l'Union européenne [...] sur le thème migratoire », avait réagi le vice-président de la Commission européenne Margaritis Schinas. L'allusion au Maroc était claire. « Ceuta, c'est l'Europe, cette frontière est une frontière européenne et ce qui se passe là-bas n'est pas le problème de Madrid, c'est le problème de tous » les Européens, a-t-il ajouté.

Utilisation de mineurs

Moins d'un mois après cette grave crise migratoire, le Parlement européen a rejeté, dans une résolution adoptée ce jeudi 10 juin, « l'utilisation par le Maroc des contrôles aux frontières et de la migra-

tion, surtout des mineurs non accompagnés, comme moyen de pression politique sur l'Espagne. » Dans leur résolution, les députés européens ont déploré en « particulier la participation d'enfants, de mineurs non accompagnés et de familles dans le passage massif » de la frontière entre le Maroc et Ceuta, « mettant ainsi leur vie et leur sécurité clairement en péril ». La résolution, adoptée par 397 voix pour, 85 contre et 196 abstentions, porte sur la « violation de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et l'instrumentalisation des mineurs par les autorités marocaines dans la crise migratoire à Ceuta ».

MALI

Feuille de route chargée pour le nouveau gouvernement

Le nouveau Premier ministre de transition malien a réuni son gouvernement pour la première fois dimanche en lui assignant une feuille de route très chargée à remplir dans un temps compté avant des élections censées ramener les civils au pouvoir en février 2022. Choguel Kokalla Maïga, à la tête d'un gouvernement dominé par les colonels auteurs de deux putsch en neuf mois, a reconnu la gravité d'une « période des plus critiques de notre histoire

contemporaine ».

"Nous sommes engagés dans une véritable course contre la montre. Les Maliens nous observent et comptent sur la réussite de cette transition qui, pour beaucoup d'entre eux, semble être celle de la dernière chance pour sauver la Nation", a-t-il dit à l'ouverture de ce conseil des ministres.

M. Maïga, nommé à son poste par le colonel Assimi Goïta, homme fort du Mali depuis août 2020 et désormais président

de transition, a fixé pour priorités à son gouvernement "l'amélioration de la sécurité, les réformes politiques et institutionnelles, l'organisation d'élections crédibles" ou encore la prise en compte des demandes sociales.

Il prend ses fonctions alors que le pays fait face depuis des années à des violentes terroristes et des violences de toutes sortes. La crise sécuritaire va de pair avec de graves crises politique et sociale.

Le Congrès américain bloque la promesse de Trump d'ouvrir un consulat US à Dakhla

Le Congrès américain a bloqué l'ouverture d'un consulat des Etats-Unis à Dakhla occupée et une opération de vente de drones armés au Maroc, deux promesses clés faites au Royaume par l'ex-président, Donald Trump, selon le quotidien espagnol Lavanguardia. Le journal révèle dimanche que la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, bloque depuis plusieurs mois deux promesses clés contenues dans l'accord portant la reconnaissance unilatérale de Trump de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental en échange de la normalisation des relations entre le régime marocain et l'entité sioniste. Il s'agit de l'ouverture d'un consulat américain à Dakhla, ville sahraouie occupée, et la vente de drones armés MQ-9B au royaume, selon des sources au Congrès citées par Lavanguardia. La nature "transactionnelle" de

nombre des accords d'Abraham, promus par Trump entre Israéliens et différents pays arabes et souvent accompagnés de ventes d'armes, a suscité dès le début les inquiétudes des élus américains, souligne l'article, jugeant que "le soutien de Washington à Rabat est beaucoup plus fissuré qu'il n'y paraît". Mais avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche, ce malaise s'est traduit par des actions concrètes dans le cas du Maroc pour tenter d'en atténuer les conséquences, ajoute la même source. Lavanguardia rappelle que vers fin décembre, l'ambassadeur américain à Rabat, David Fisher, s'est rendu dans la ville de Dakhla occupée pour inaugurer un bureau diplomatique virtuel et annoncer le début des procédures pour construire les locaux de la représentation consulaire. Cependant, la commission des Affaires étrangères du Congrès remet en cause la nécessité d'un tel

consulat, d'après la même source, et son blocage, signifie que, légalement, "le Département d'Etat ne peut pas prendre de décisions financières ou opérationnelles pour aller de l'avant avec le plan", explique-t-on. Il en va de même avec la promesse de Trump au Royaume de lui vendre des drones MQ-9B, une technologie très avancée qui, selon les membres de la commission, "ne devrait pas être mise à la disposition du Maroc". Le blocage de ces promesses au Congrès n'a pas été révélé jusqu'à présent, mais la vérité, telle qu'elle est établie par l'Avanguardia, est qu'"elles sont gelées depuis près de cinq mois sans que le Département d'Etat n'ait pris des mesures pour tenter de le contourner ou de négocier un compromis avec les membres du Congrès". Certains démocrates exigent du Département d'Etat) de se distancier totalement de ces pactes.

L'APLS mène de nouvelles attaques contre les forces d'occupation marocaine



Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les positions des forces de l'armée d'occupation marocaine le long du mur du sable, a indiqué un communiqué du ministère sahraoui de la Défense. Selon le 214e communiqué rapporté par l'agence de presse sahraouie (SPS), "les unités de l'APLS ont bombardé les positions des forces d'occupation dans la région de Amekli Edachra Amkala et dans la région d'Oum Dakn relevant du secteur d'El Bakari". "Les unités de l'APLS ont également bombardé les positions des forces de l'occupation marocaine dans la région de Laakad dans le secteur de Mahbes et dans la région d'Arkiz dans le secteur d'El Kelta", ajoute la même source. "Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte", conclut le communiqué.

ONU

La question sahraouie au menu de la session du Comité de la décolonisation

Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dit Comité des vingt-quatre, examine, lundi, dans le cadre de sa session de fond (14-25 juin courant) la situation au Sahara Occidental, un territoire sous l'occupation marocaine depuis 1975. Le Comité spécial des vingt-quatre examine chaque année la liste des territoires non autonomes auxquels s'applique la Déclaration. Il entend les déclarations de représentants des territoires non autonomes lors de ses sessions annuelles, envoie des missions de visite dans ces territoires et organise chaque année des séminaires régionaux.

Il procède également à "la diffusion d'informations sur la décolonisation, les renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies et sur la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires en question".

Outre le Sahara Occidental, les questions de Gibraltar et des Tokélaou et celles d'autres territoires non autonomes figurent également au menu de la session de fond annuelle du Comité.

Le Comité spécial des 24 a été créé en 1961 par l'Assemblée générale, dont il est l'organe subsidiaire chargé de la question de la décolonisation, conformément aux dispositions de la résolution 1541 (XVI) en date du 27 novembre 1961.

Aux termes de la résolution 1541 (XVI) de l'Assemblée générale, le Comité spécial a été chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de formuler des suggestions et des recommandations quant aux progrès réalisés et à la mesure dans laquelle la Déclaration est mise en œuvre. Le Comité spécial qui avait commencé ses travaux en 1962, compte actuellement 29 membres.

Pourquoi créer son entreprise prend du temps

La création d'entreprise, si on parle de l'étape administrative, ne prend que peu de temps. Elle peut même ne demander que quelques minutes dans certains cadres comme la micro-entreprise. En réalité quand on parle d'entrepreneuriat, il est clair qu'on considère des sociétés qui ont un potentiel de croissance et que celles-ci demandent d'établir une stratégie, de réunir les ressources nécessaires et de dépasser certaines étapes.

Les recherches initiales : un moment chronophage

Soyons clairs les investigations initiales ne se font pas en claquant des doigts, qu'on parle de l'étude de marché, de l'étude de marché avec votre concurrence, la recherche de locaux ou tout simplement de trouver le ou les associés qui vous conviendront, vous allez y consacrer des heures de recherche et souvent à lire moult documents et à vous les fournir. Chaque partie du business plan demande un travail considérable et même si vous savez intuitivement ou par expérience que votre projet rencontre une demande, vous allez en général devoir vous mettre en quête des informations qui corroborent ou non votre intuition. Ce n'est pas ainsi parce que vous rencontrez un problème et que vous pensez que tout le monde a le même que vous ne devez pas présenter les chiffres qui étaient votre hypothèse. Alors, bien sûr, vous pouvez vous lancer sans même avoir le résultat mais il s'agira souvent de convaincre une banque, des investisseurs (éventuellement la famille) ou voire des associés qui ne sauront peut-être pas enclins à prendre un risque sauf données chiffrées. Par ailleurs, même si au final vous vous orienterez probablement vers une structure des plus classiques, vous risquez de passer du temps à choisir votre structure juridique (sauf à y être déjà formé) et à comprendre de nombreuses notions qui ne vous sont pas forcément familières.



ment familières.

La formalisation : une perte de temps nécessaire

Qu'on se le dise, la formalisation du business plan est longue. Même si vous avez réuni toutes les informations et fait le tri, il s'agit d'un exercice qui correspond à peu près à celui de rendre un mémoire. Les formulations, le style, la structure (même si heureusement il existe de nombreux exemples sur le net), va vous demander de vous investir. Surtout, il s'agira souvent d'établir un document qui ne s'adresse pas à vous mais aux autres et ce qui peut vous sembler évident, peut demander des vérifications pour d'autres surtout si votre affirmation relève d'une expertise technique qui ne peut être que difficilement vérifiée. Il vous faudra également vous rendre intelligible, ce qui n'est forcément le cas dans des domaines très techniques ou qui sont à la pointe de l'innovation.

La confrontation au marché et l'adaptation

Créer son entreprise prend également du

temps, tout simplement parce qu'entre la première confrontation au marché et la version adaptée à vos retours, vous risquez d'avoir de nombreuses réadaptations à faire. Votre produit/service risque d'évoluer au fur et à mesure des retours et chaque retour peut allonger les délais. Si vous ne devez pas retarder éternellement la sortie, il faut bien savoir que dans l'immense majorité des cas, vous devrez faire des adaptations de votre business model en fonction des retours. Or, un chiffre qui change c'est souvent l'ensemble qui doit être vérifié ! Les pivots ne sont pas rares mêmes avant le lancement effectif et après les bêta versions si vous êtes par exemple dans le domaine des logiciels. Le tout étant de ne pas trop rester dans sa zone de confort et de garder à l'esprit qu'un produit qu'un sort un jour à plus de chances de rencontrer le succès qu'un produit qui ne sort jamais ou qu'il vaut mieux répondre partiellement à un besoin que de le laisser vacant. A titre de comparaison : si vous n'envoyez pas votre cv car vous souhaitez sans arrêt le perfectionner, vous ne risquez pas d'être recruté...

La mise en place jusqu'au succès : un délai pas si court

Toute stratégie peut demander un certain délai pour se mettre en place. Tout ne se fait pas du jour au lendemain et certaines de vos actions s'étalent sur la durée. Il n'y a qu'à penser à votre capacité à joindre l'ensemble de vos clients pour comprendre que faire des appels téléphoniques ou obtenir des listes pertinentes peut prendre du temps, beaucoup de temps. Le fait vous faire connaître de ses derniers ne se réalise pas en un claquement de doigts et certains n'hésitent pas à investir et lever des fonds pour aller plus vite, pouvoir communiquer et acquérir rapidement des parts de marché.

La montée en puissance : une longue attente

Même si vous avez le meilleur produit/service du monde, la montée en puissance et l'arrivée de clients est parfois longue voire très longue. Elle peut se compter en mois ou en année et se réalise souvent de manière progressive. Si votre entreprise peut connaître un fort succès dès le début, il n'est pas rare qu'après le lancement, elle connaisse une période de passage à vide longue, une fois les premiers curieux passés. Il vous faudra donc souvent de la patience pour que la fidélité vienne, que le bouche-à-oreille fonctionne, que vos campagnes de communication deviennent réellement efficaces ou encore que votre notoriété s'installe dans l'esprit de vous prospect ou clients qui sont bombardés d'information et de choix. Vous devrez prendre votre mal en patience mais un bon constat : votre entreprise est normalement déjà juridiquement créée même si vous pourrez parfois considérer que ce n'est qu'après le dépassement du point mort qu'elle aura vraiment fait ses preuves et que vous êtes véritablement un chef d'entreprise. Une question de point de vue...

Arrêtez de vouloir avoir raison !

Il existe de nombreuses situations où tenter d'avoir raison ne sert à rien et il où serait plus judicieux mieux de maximiser votre capacité d'écoute plutôt que d'argumenter. Si rien ne vous empêchera peut-être d'avoir le dernier mot au final, écouter reste une bonne pratique qui vous permettra très souvent de prendre de meilleure mesure voire même d'améliorer votre argumentation. Zoom sur quelques situations.

En rendez-vous client : structurez votre argumentaire

Au début d'un rendez-vous avec un client ou un prospect, débitez tout un pitch (parfaitement rôdé certes) et ne pas écouter le client est une attitude délétère. Il faut dire que le client tend en général la perche pour savoir ce que vous offrez. Pourtant vous gagneriez à le laisser parler davantage au lieu de lancer tous vos arguments sans même reprendre votre respiration. Déjà parce que vous risquez de l'assommer avec des informations sans intérêt pour lui. Ensuite et peut-être surtout parce que vous pourriez être beaucoup plus efficace et glaner des informations utiles en l'écoutant. Le but de ce type d'entretien est d'abord de connaître ses besoins et de cerner ses zones de sensibilité. Autrement dit, pourquoi il achèterait votre produit et ainsi restructurer votre argumentaire en fonction de son attente et l'engager à vous répondre par l'intermédiaire d'une phrase du type « Si je comprends bien vous recherchez un produit/service qui fasse ? Et si je vous apporte un qui fasse Est-ce que vous l'achèteriez (en reprenant les points) ». Enfin et

comme nous l'avons dit plus haut, écouter le client peut vous donner des informations qui vous seront très utiles comme la date de sa décision, le nom du décideur ou de vos concurrents, les différentes offres qu'il a reçues... Autant de raisons de prêter attention à ses paroles.

Lors d'une recherche de solution ou d'un brainstorming

Lorsqu'un problème se présente ou qu'une solution créative doit être trouvée, il est tentant de donner sa solution avant d'entendre celle des autres. Oui mais voilà, vous risquez d'une part de fortement influencer la réflexion autour de votre idée/solution ou que chacun n'ose pas vous donner la sienne après que vous ayez donné la vôtre. Dans le cadre d'une réunion créative il en va de même, vous êtes censé récolter des informations des idées et non pas donner votre avis sur toutes les idées qui sortent. Vous pourrez très bien émettre votre opinion après, rien ne presse. Vous risquez fortement de brimer la créativité alors arrêtez de donner votre point de vue et de mettre de côté sans même y avoir mûrement réfléchi. Ce n'est pas parce qu'une solution vous semble dans l'immédiat non réalisable ou sans intérêt qu'elle ne peut pas être retravaillée pour le devenir ou que vous avez bien tout pris en compte. Laissez tout le monde s'exprimer et assurez-vous que chacun ait bien tout dit sans réticence avant de donner votre opinion. Vous pouvez même vous laisser quelques temps pour y réfléchir et faire une pause pour avoir le temps de véritablement y songer.

Pour toutes les discussions et débats en général

Lorsque vous discutez et parfois pour mettre un peu d'animation, il est tentant de donner son point de vue. Il faut dire que cela met un peu de vie. Cependant, à trop vouloir parler, vous en oubliez que vous êtes également capable d'apprendre et que chacun à des choses intéressantes à vous transmettre. Vous n'avez pas le monopole de l'expertise sur tous les sujets et vous se-

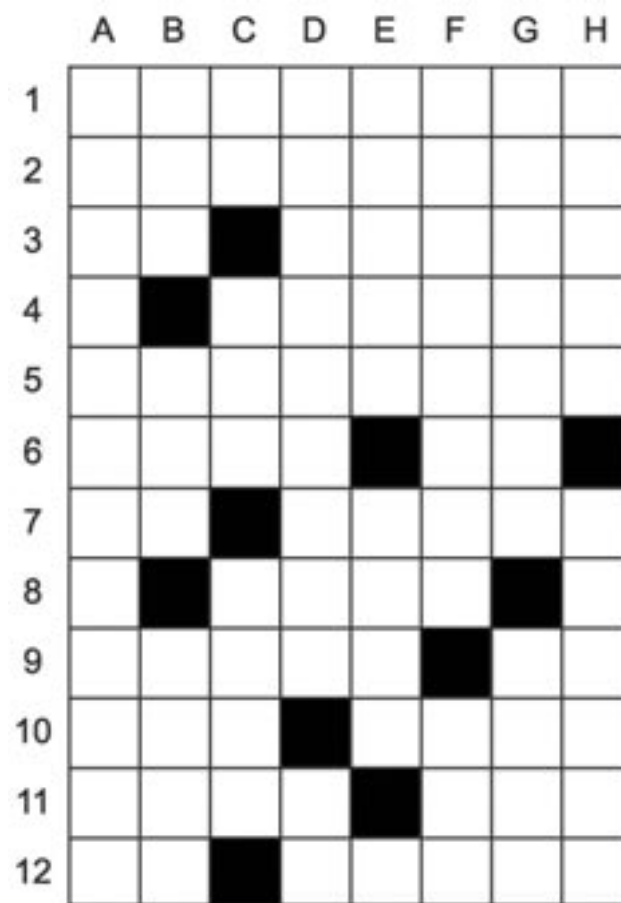
riez bien surpris par tout ce que vous pouvez apprendre en écoutant les autres. Par ailleurs, cela peut vite vous rendre désagréable et vous pouvez passer pour « M. Je sais tout... ». On peut alors fuir votre présence car vouloir avoir raison revient souvent à hausser le ton et à rendre les discussions un tantinet désagréable. Alors arrêtez de vouloir avoir raison et apprenez des autres. Vous vous coucherez probablement moins bête et surtout plus serein grâce à votre empathie.

Brainstorming

Dans une entreprise, le brainstorming est une technique qui consiste à réunir un groupe de collaborateurs afin qu'ils produisent collectivement un maximum d'idées nouvelles sur un thème donné. "Un brainstorming peut-être organisé à chaque fois qu'il manque une solution satisfaisante et toute faite à un problème", analyse Isabelle Jacob. Les problèmes que l'on peut résoudre par le brainstorming sont variés. Il peut s'agir d'une démarche d'innovation : nouveau produit, nouveau concept, nouvelle campagne publicitaire... Dans ce cas, le but est de mettre la créativité de toutes les parties prenantes à contribution. Il peut également être question de lancer un projet. Avant de l'entreprendre concrètement, se réunir permet de cerner les dif-

férentes manières de s'y prendre. On peut également s'interroger sur l'avenir en général : où va l'entreprise et quelles nouvelles orientations devra-t-elle prendre pour répondre aux différents enjeux technologiques, sociétaux, économiques ? "Le brainstorming permet aussi de résoudre des problèmes de management au quotidien", ajoute Isabelle Jacob. Le manager examine avec son équipe comment améliorer tel processus, tel produit ou telle pratique. Si le brainstorming est développé dans le monde professionnel, il relève à l'origine de l'univers de la publicité. Il a été théorisé en 1939 par Alex Osborn, vice-président de BBDO, une agence de publicité new yorkaise. Il est donc aussi bien un outil de management que de création publicitaire ou d'aide à la réalisation d'une étude de marché.

Mots croisés



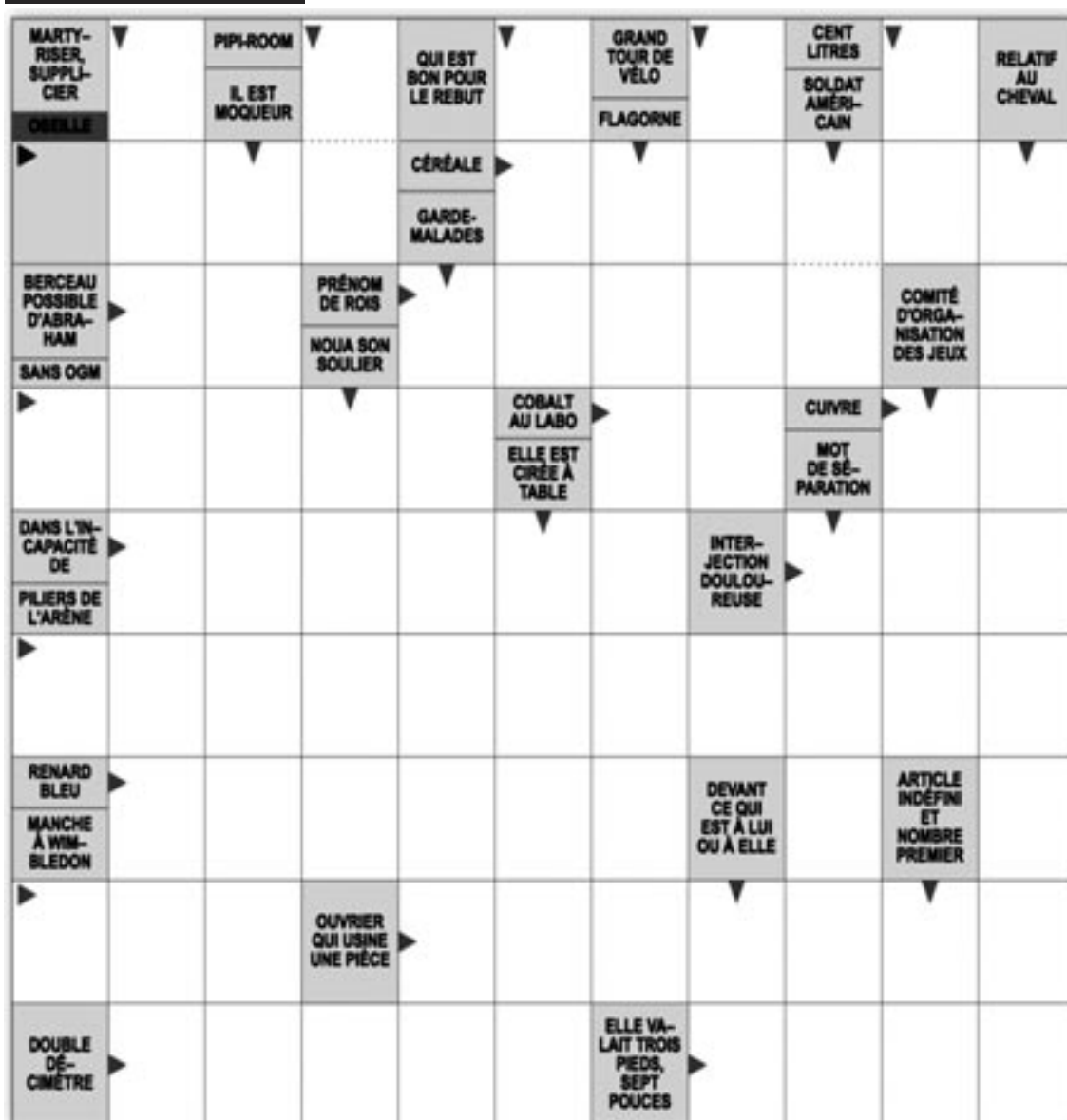
HORIZONTALLEMENT :

1. Plumes du peintre. 2. La moitié d'un entier plus un tiers. 3. Coin de Charente. Faire un nid. 4. Boit à petits coups. 5. Objets de farces. 6. Prénom d'enfant. D'abord veau, puis étalon. 7. Ils suivent le cours. Ne pas marquer de but.

VERTICALEMENT:

A. D'une manière irréprochable. B. Il nage dans un bocal. On y donne des spectacles. Elle nous veut du bien. C. Qui laisse tout voir. Des lettres pour la patronne. Dans les cordes du marin. D. Point dru. Une gorgée d'elixir... E. Passa par la filière. Compris dans l'effectif.

Mots fléchés



Solution sudoku

de l'administration

www.lemondeadm.com



**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:



023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Coronavirus

354 nouveaux cas, 242 guérisons et 08 décès

Trois cent cinquante-quatre (354) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 242 guérisons et 08 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Selon la même source, le total des cas confirmés en Algérie s'élève à 133.742 cas. Le ministère de la Santé a fait savoir également que le nombre des décès a atteint 3.579 cas, tandis que le nombre des patients guéris est passé à 93.094. Par ailleurs, 30 patients se trouvent actuellement en soins intensifs.

Etats-Unis

Une voiture fonce sur un groupe de manifestants antiracistes

Une femme est décédée et trois personnes ont été blessées dimanche soir quand une voiture a foncé sur un groupe de manifestants qui protestaient contre la mort d'un homme noir tué par la police à Minneapolis, la ville où a été tué George Floyd, ont annoncé lundi les forces de l'ordre. Le conducteur, un homme blanc, a été sorti de son véhicule par des protestataires qui l'ont bloqué en attendant l'arrivée de la police, selon les images diffusées sur les réseaux sociaux et un communiqué de la police. Une manifestante a été transportée dans un état critique vers un hôpital local où elle est décédée. Trois autres personnes ont subi des blessures légères. Le conducteur était peut-être sous l'influence de la drogue ou de l'alcool au moment des faits, selon les enquêteurs.

Lutte antiterroriste :

Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar

Un terroriste, en possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un chargeur garni de munitions, s'est rendu, aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar (6ème Région militaire), à indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des services de sécurité du Ministère de la Défense Nationale, le terroriste dénommé «HANNOUNI Ahmed» dit «Ibrahim», s'est rendu, hier dimanche 13 juin 2021, aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en 6e Région Militaire", précise la même source. "Ledit terroriste, qui avait rallié, en 2008, les groupes terroristes activant dans la région du Sahel, avait en sa possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un (01) chargeur garni de munitions", a ajouté le communiqué. Cette opération réitère "la détermination et la vigilance de l'Armée Nationale Populaire dans la lutte antiterroriste et contre toute forme de criminalité ainsi que les efforts consentis, sur le terrain, par nos Forces Armées afin d'assurer un climat de paix et de sérénité à travers l'ensemble du territoire national", a conclu la même source.

Affaire de l'accident mortel à Ain Naâdja

Report au 21 juin du procès de l'accusé

Le Tribunal de Hussein Dey a reporté hier au 21 juin en cours le procès de l'accusé dans un accident de la route ayant causé la mort d'un jeune homme qui s'apprêtait à changer la roue de son véhicule au niveau de la Rocade Sud de Ain Naâdja (Alger). La décision du report intervient suite à la demande de la défense de l'accusé. Le prévenu avait été présenté devant le parquet de la République et après audition des parties, le dossier de l'affaire a été transmis à la section des délits conformément aux procédures de comparution immédiate. Le juge des délits avait ordonné le placement en détention préventive du prévenu poursuivi pour "homicide involontaire" et "délit de fuite pour échapper à la responsabilité pénale et civile".

Législatives 2021 :

L'ANIE dénonce les déclarations de certains partis

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a tenu dimanche, dans un communiqué, à saluer le peuple algérien qui a largement contribué à faire des législatives du 12 juin dernier un moment de communion dans la stabilité et de la sérénité de même que pour les partis et les listes indépendantes.

Le communiqué souligne que « les candidats ont fait montre de patriotisme et d'engagement dans un pacte scellé avec l'ANIE pour privilégier le respect et la correction et la responsabilité de ce qui se dit ». Répondant à certaines déclarations de quelques partis, qui ont visé à remettre en cause la probité et l'honnêteté de ses membres, l'ANIE rejette avec force toutes ses accusations jugées sans fondement qui n'ont pour finalité que d'altérer l'image de l'organisme en question, de porter atteinte à sa réputation et par la même, créer un climat de suspicion. L'ANIE a honoré ses engagements et ses promesses conformément à la Constitution et à la loi organique sur les élections en assurant toutes les conditions et toutes les garanties qui ont permis au peuple de voter ce qui



a donné satisfaction aux candidats, des partis et des listes indépendantes, aux Législatives du 12 juin », précise la même source. Le peuple algérien a voté dans une ambiance pacifique en toute démocratie et dans le strict respect du protocole sanitaire mis en place à cet effet, ajoute le communi-

qué. L'ANIE a évoqué la rencontre et le dialogue ouvert avec les candidats aux élections législatives et la signature par ces derniers de la Charte d'éthique des pratiques électorales, en plaçant leur confiance dans l'ANIE et dans son processus pour l'instauration des règles de la démocratie électorale.

TOURISME SPATIAL

28 millions de dollars pour un vol dans l'espace avec Jeff Bezos

Un riche et heureux gagnant a payé samedi 28 millions de dollars une place mise aux enchères pour accompagner Jeff Bezos dans le premier vol de tourisme spatial de la société Blue Origin prévu le 20 juillet. Le vainqueur, dont l'identité sera connue dans les prochaines semaines, a coiffé au poteau une vingtaine de participants à ces enchères finales en ligne qui ont duré moins de dix minutes. Le processus avait débuté en mai avec des mises qui avaient atteint jeudi 4,8 millions de dollars. C'était le prix de départ samedi de ce siège, aux côtés du fondateur d'Amazon et de son frère Mark. La vente s'est envolée au passage des dix millions de dollars, les participants — au téléphone et représentés par des salariés de la maison de vente RR Auction — se répondant par millions supplémentaires, jusqu'à atteindre la somme de 28 millions. Le vainqueur devra en outre verser 6% de frais de commission. Le montant de la vente sera reversé à la fondation Club for the Future créée par Blue Origin, destinée à encourager les jeunes à travailler dans le milieu scientifique et spatial. Jeff Bezos, qui va quitter son poste de patron d'Amazon en juillet, avait annoncé début juin qu'il ferait partie du premier vol habité dans la fusée New Shepard avec son frère et le gagnant d'une enchère pour un troisième siège. Ariane Cornell, directrice commerciale chez Blue Origin, a précisé samedi qu'un quatrième touriste de l'espace ferait le voyage, sans donner son identité. La capsule qui se trouvera au sommet de la fusée, dotée de grands hublots, peut accueillir jusqu'à six personnes dans des sièges inclinables.

Culture

Le festival national de la musique Diwane délocalisé à Ain-Sefra

Le festival national culturel de la musique et danse Diwane vient d'être officiellement délocalisé de Bechar à Ain-Sefra (wilaya de Naïma), suite à une décision du ministère de la Culture et des Arts, a-t-on appris lundi de l'ex-commissaire de ce festival à Bechar. "Nous avons procédé récemment aux passations de consignes entre moi et Mohamed Rahmani, le nouveau commissaire du festival en question, dont la 13ème édition se tiendra à Ain-Sefra", a affirmé Hamdani. Cette décision vient après la délocalisation du festival international de la musique Diwane d'Alger à Béchar, comme l'avait annoncé la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, lors de sa visite de travail dans la wilaya de Bechar. Bendouda avait déclaré à cette occasion que "désormais cette manifestation musicale internationale sera organisée à Béchar au lieu d'Alger, du fait que cette ville du sud-ouest du pays est connue pour ce patrimoine musical et chorégraphique ancestral".

PÉTROLE

Le Baril à 73,64 dollars et ça grimpe toujours !

Nouveau record pour le baril de Brent qui se vendait ce lundi à 73,64 dollars, prix qu'il n'a pas atteint depuis mai 2019. Ces prix sont tirés vers le haut par la demande mondiale qui repart à la hausse après le grand plongeon enregistré lors de la pandémie lorsque l'économie mondiale tournait au ralenti. Cette demande mondiale est évaluée à plus de 100 millions de barils par jour ! De bonnes perspectives en l'occurrence.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 73 dollars à Londres

Les prix du pétrole ont entamé la semaine lundi par une progression, en écho aux prévisions encourageantes pour la demande d'or noir partagées vendredi par l'AIE et en l'absence d'avancée notable sur le front du nucléaire iranien. Lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 73,37 dollars à Londres, en hausse de 0,94% par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet gagnait dans le même temps 0,76%, à 71,45 dollars. Le Brent et le WTI évoluent à des niveaux records: ils ont atteint quelques instants auparavant 73,64 dollars et 71,70 dollars, une première depuis respectivement mai 2019 et octobre 2018. Les analystes avançaient lundi l'impact toujours présent des données publiées vendredi par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui prévoit dans son dernier rapport mensuel que la demande mondiale de pétrole devrait dépasser les niveaux d'avant la pandémie d'ici la fin de 2022.